

6.2

Réglementation et instructions générales

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Avis de consultation

Projet de Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et de modification de l'Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription – Inscription de s gestionnaires de fonds d'investissement internationaux et de certains gestionnaires de fonds d'investissement canadiens

(Voir section 3.2 du présent bulletin)

6.2.2 Publication

Erratum

Règlement modifiant le Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif

Veillez prendre note qu'une erreur s'est glissée dans la version française du texte révisé du projet de *Règlement modifiant le Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif* (le « Règlement modifiant le R 81-101 ») publié à la section 6.2.2 du bulletin du 8 octobre 2010 (vol. 7, n° 40).

Le sous-paragraphe *f* du paragraphe 3) introduit par le paragraphe 3° de l'article 10 du Règlement modifiant le R 81-101 aurait dû se lire comme suit :

« *f*) il ne dépasse pas quatre pages. ».

Le 15 octobre 2010.

Règlement modifiant le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie le texte révisé, en versions française et anglaise, du règlement suivant :

- *Règlement modifiant le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières.*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, le texte révisé, en versions française et anglaise, de la modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières*

Au Québec, le règlement sera pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et sera approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Le règlement entrera en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'il indique, tandis que l'instruction générale sera adoptée sous forme d'instruction et prendra effet de façon concomitante à l'entrée en vigueur du règlement.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Luc Arsenault
Géologue
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 4373
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
luc.arsenault@lautorite.qc.ca

Le 15 octobre 2010

Règlement concordant au Règlement modifiant le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie les textes révisés, en versions anglaise et française, du règlement suivant :

- *Règlement modifiant le Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus.*

Au Québec, le règlement sera pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et sera approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Le règlement entrera en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'il indique.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Luc Arsenault
Géologue
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 4373
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
luc.arsenault@lautorite.qc.ca

Le 15 octobre 2010

Avis de publication

Règlement modifiant le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières

Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières

et modifications corrélatives et connexes

Le 15 octobre 2010

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») mettent en œuvre le *Règlement modifiant le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières* (le « règlement ») et la modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières* (l'« instruction générale ») (collectivement, les « textes réglementaires »)¹.

Le règlement établit à l'intention des émetteurs assujettis qui exercent des activités pétrolières et gazières les obligations annuelles de dépôt relatives, notamment, à leurs estimations des réserves et des ressources. Il énonce en outre les normes générales de présentation de l'information que doivent respecter les émetteurs assujettis qui font rapport sur leurs activités pétrolières et gazières. Ces normes s'appliquent à toute information communiquée par un émetteur assujetti au cours d'un exercice.

Les modifications des textes réglementaires sont publiées avec le présent avis.

Les modifications des textes réglementaires ont été ou doivent être prises par tous les membres des ACVM. Sous réserve de l'approbation des ministres compétents, les modifications entreront en vigueur le **30 décembre 2010**.

Objet des modifications

Les modifications aux textes réglementaires s'inscrivent dans les grandes catégories suivantes : celles visant à apporter des éclaircissements, celles visant à codifier les indications et les pratiques actuelles du personnel et celles visant à ajouter des obligations en vue d'accroître la fiabilité de certains éléments d'information fournis sur les réserves et les ressources autres que des réserves.

Contexte

Nous avons publié des projets de modifications pour consultation le 18 décembre 2009. La période de consultation a pris fin en mars 2010. Nous remercions les huit intervenants qui nous ont présenté des commentaires pendant cette période. La liste des intervenants ainsi qu'un résumé de leurs commentaires accompagné de nos réponses figurent aux annexes A et B. On peut consulter les mémoires sur le site Web de l'Alberta Securities Commission, à l'adresse www.albertasecurities.com.

Après avoir étudié les commentaires, nous avons fait des changements aux modifications publiées pour consultation. Toutefois, comme les changements ne sont pas importants, nous ne republions pas les modifications pour une nouvelle consultation.

On trouvera à l'annexe C un résumé des changements apportés aux modifications publiées à l'origine.

¹ Dans les territoires où les modifications doivent être prises sous forme de règlements, la législation en valeurs mobilières prévoit le pouvoir réglementaire concernant l'objet des textes.

Modifications corrélatives et connexes

La rubrique 5.5 de l'Annexe 41-101A1, *Information à fournir dans le prospectus*, sera modifiée. Les Avis 51-324 et 51-327 du personnel des ACVM seront modifiés le 30 décembre 2010 afin de tenir compte des modifications apportées aux textes réglementaires.

Le texte des modifications suit. On peut également le consulter sur le site Web des membres des ACVM.

Questions

Pour toute question, veuillez vous adresser à l'une des personnes suivantes :

Luc Arsenault
Géologue
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 4373 ou 1-877-525-0337 (sans frais au Canada)
luc.arsenault@lautorite.qc.ca

Blaine Young
Associate Director, Corporate Finance
Alberta Securities Commission
403-297-4220
blaine.young@asc.ca

David Elliott
Chief Petroleum Advisor
Alberta Securities Commission
403-297-4008
david.elliott@asc.ca

Tony Barry
Chief Petroleum Officer and Manager
Alberta Securities Commission
403-355-2801
tony.barry@asc.ca

Ashlyn D'Aoust
Legal Counsel, Corporate Finance
Alberta Securities Commission
403-355-4347
ashlyn.daoust@asc.ca

Gordon Smith
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
British Columbia Securities Commission
604-899-6656 ou 800-373-6393 (sans frais au Canada)
gsmith@bcsc.bc.ca

Robert Holland
Chief Mining Advisor, Corporate Finance
British Columbia Securities Commission
604-899-6719 ou 800-373-6393 (sans frais au Canada)
rholland@bcsc.bc.ca

Annexe A

Liste des intervenants

Projet de Règlement modifiant le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières
 Consultation du 18 décembre 2009

	INTERVENANT	NOM	DATE
1.	Husky Energy Inc.	Janice Knoechel, P. Eng Fred Au-Yeung, P. Eng	17 mars 2010
2.	Northwest & Ethical Investments L.P.	John Kearns Bob Walker	19 mars 2010
3.	Nexen Inc.	Rick Beingessner	19 mars 2010
4.	Suncor Energy Inc.	Shawn P. Poirier	19 mars 2010
5.	La Compagnie Pétrolière Impériale Ltée	Paul A. Smith	19 mars 2010
6.	Macleod Dixon LLP	Kevin E. Johnson	19 mars 2010
7.	ARC Resources Ltd.	David Carey	19 mars 2010
8.	Cenovus Energy Inc.	Eric Geppert	26 mars 2010

Annexe B

Projet de Règlement modifiant le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières

Résumé des commentaires et réponses des ACVM

	<i>Sujet (sauf indication contraire, les dispositions auxquelles il est fait renvoi sont issues du même texte)</i>	<i>Résumé des commentaires</i>	<i>Réponses des ACVM</i>
RÈGLEMENT 51-101 SUR L'INFORMATION CONCERNANT LES ACTIVITÉS PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES			
1.	Article 1.1 Définitions Type de produit	Un intervenant indique que, selon lui, on devrait prévoir une désignation distincte de type de produit relativement à l'extraction des sables bitumineux pour que les investisseurs puissent comprendre que les risques propres à cette activité s'appliquent à ce volume ou à cette valeur des réserves en particulier.	Les types de produit indiquent de quel type est la matière extraite et non le mode d'extraction utilisé. L'information à fournir sur les facteurs de risque associés à un mode d'extraction donné fait l'objet d'autres obligations d'information. Nous n'avons donc pas apporté le changement suggéré.
2.	Disposition <i>ii</i> du sous- paragraphe <i>e</i> du paragraphe 3 de l'article 2.1 Rapport de la direction et du conseil d'administration	Un intervenant propose de supprimer les mots « au nom du conseil d'administration » étant donné que le rapport n'est pas un rapport du conseil d'administration en tant que tel et que les membres du conseil n'engagent pas directement leur responsabilité, comme dans le cadre d'un placement au moyen d'un prospectus.	Nous n'avons pas apporté ce changement. L'Annexe 51-101A3 prévoit un rapport de la direction et du conseil d'administration de l'émetteur à l'égard duquel chaque administrateur de l'émetteur, notamment, engage sa responsabilité.
3.	Article 5.3 Classement des réserves et des ressources autres que des réserves	Compte tenu de la façon dont l'article 5.3 est formulé, un intervenant n'est pas certain si l'émetteur peut présenter, en sus de l'information établie conformément au manuel COGE, de l'information supplémentaire établie conformément à des régimes différents. Il demande de préciser, au moyen d'une modification du règlement ou d'indications dans l'instruction générale, que les règles du manuel COGE et les règles américaines sont identiques.	Le changement que nous avons apporté ne va pas aussi loin que le propose l'intervenant. L'un des principaux objectifs de protection des investisseurs visé par le règlement est l'amélioration de la fiabilité et de la comparabilité de l'information pétrolière et gazière au Canada. Les obligations d'information prévues par le règlement constituent le strict minimum requis; des indications plus complètes fournies dans l'instruction générale précisent l'opinion des ACVM sur le sujet, à

	<i>Sujet (sauf indication contraire, les dispositions auxquelles il est fait renvoi sont issues du même texte)</i>	<i>Résumé des commentaires</i>	<i>Réponses des ACVM</i>
			<p>savoir qu'il est possible de présenter de l'information supplémentaire, pourvu qu'elle ne contrevienne pas au règlement.</p> <p>Nous avons mis à jour la rubrique 2.2 de l'Annexe 51-101A1, qui autorise la présentation d'information supplémentaire sur les estimations des réserves établies en fonction de prix et coûts constants, afin de tenir compte des changements adoptés récemment aux États-Unis sur le même sujet. Cette modification devrait répondre en grande partie aux inquiétudes de l'intervenant, puisqu'elles concernent un type d'information supplémentaire qui est peut-être déjà bien connu des investisseurs.</p>
4.	Article 5.3 Classement des réserves et des ressources autres que des réserves	Un intervenant propose de modifier cette disposition de manière à permettre la présentation du pétrole en place à l'origine découvert sans le répartir dans les sous-catégories des ressources éventuelles, des ressources non récupérables et des réserves dans les cas où ces estimations plus précises n'ont pas encore été faites.	En vertu de l'article 5.3, les émetteurs sont tenus d'utiliser la terminologie et les catégories prévues dans le manuel COGE, notamment le « pétrole en place à l'origine découvert ». En fait, le nouveau paragraphe 3 de l'article 5.16 permet aux émetteurs de présenter le volume total du pétrole en place à l'origine, le pétrole en place à l'origine découvert ou le pétrole en place à l'origine non découvert sans préciser de sous-catégorie, à condition que l'information fournie contienne : i) une explication de la raison pour laquelle cette catégorie est la plus pertinente et ii) la mise en garde prévue.

	<i>Sujet (sauf indication contraire, les dispositions auxquelles il est fait renvoi sont issues du même texte)</i>	<i>Résumé des commentaires</i>	<i>Réponses des ACVM</i>
5.	Sous-paragraphe <i>a</i> du paragraphe 2 de l'article 5.9 Information sur les ressources autres que des réserves	Un intervenant est d'avis que l'obligation selon laquelle les estimations doivent être établies ou vérifiées par un évaluateur ou un vérificateur de réserves qualifié est trop contraignante. Il lui semble qu'elle empêche les émetteurs de présenter des chiffres établis par des tiers, comme l'Energy Resources Control Board (ERCB). Il propose de permettre aux sociétés de citer les chiffres publiés par des tiers, pourvu que leur identité soit révélée et que la source soit fiable.	Nous n'avons pas retenu cette suggestion. L'obligation de faire intervenir un évaluateur ou un vérificateur de réserves qualifié dans l'établissement des estimations des réserves et des ressources déclarées par l'émetteur en vertu du règlement est indissociable des objectifs du règlement, à savoir l'amélioration de la fiabilité et de la comparabilité de l'information pétrolière et gazière. Nous ne considérons pas que le simple fait de citer des « chiffres » provenant de tiers – dont les buts, les responsabilités et les normes auxquelles ils sont tenus peuvent différer considérablement de ceux des autorités de réglementation des marchés des capitaux – permet d'atteindre ces objectifs. Le règlement reconnaît déjà que les données provenant de tiers peuvent être utiles et autorise leur utilisation à des fins précises; veuillez vous reporter, par exemple, à l'article 5.10, intitulé <i>Information analogue</i> .
6.	Sous-paragraphe <i>b</i> du paragraphe 2 de l'article 5.9 Information sur les ressources autres que des réserves	Un intervenant soutient que les émetteurs devraient être autorisés à présenter le pétrole en place à l'origine découvert sans avoir à le fractionner en sous-catégories.	Veuillez vous reporter à la réponse donnée au commentaire n° 4 ci-dessus.
7.	Article 5.16 Interdiction de présenter des combinaisons de catégories de ressources	Un intervenant déclare appuyer l'interdiction de présenter des combinaisons de catégories de ressources.	Nous prenons acte de ce commentaire.

	<i>Sujet (sauf indication contraire, les dispositions auxquelles il est fait renvoi sont issues du même texte)</i>	<i>Résumé des commentaires</i>	<i>Réponses des ACVM</i>
8.	Article 5.16 Interdiction de présenter des combinaisons de catégories de ressources	Deux intervenants s'opposent au projet d'exiger la présentation du pétrole en place à l'origine dans des sous-catégories et l'inclusion d'une mise en garde. Ils sont préoccupés par le fait qu'il n'y ait aucune information à présenter, puisque la portion non récupérable du pétrole en place à l'origine d'un terrain à un stade préliminaire n'aura pas encore été évaluée. Un autre intervenant propose d'autoriser la présentation du pétrole en place à l'origine découvert sans indication de la portion considérée comme éventuelle ou non récupérable.	Lorsque l'émetteur dispose d'information suffisante, nous considérons qu'il est dans l'intérêt des investisseurs qu'il indique les volumes non récupérables. Cependant, lorsque la catégorie du volume total du pétrole en place à l'origine, du pétrole en place à l'origine découvert ou du pétrole en place à l'origine non découvert est la plus pertinente, il n'est pas nécessaire de recourir aux sous-catégories. Veuillez vous reporter à la réponse donnée au commentaire n° 4 ci-dessus.
9.	Article 5.16 Interdiction de présenter des combinaisons de catégories de ressources	Un intervenant estime que les mises en garde du paragraphe v de l'article 5.9 et de l'article 5.16 font double emploi.	Nous sommes d'accord et avons modifié le paragraphe 3 de l'article 5.16 de façon à y renvoyer à l'article 5.9.
10.	Article 5.16 Interdiction de présenter des combinaisons de catégories de ressources	Un intervenant propose de permettre la présentation d'information sur le pétrole en place à l'origine découvert sans indication de la portion actuellement considérée comme éventuelle ou non récupérable.	Le nouveau paragraphe 3 de l'article 5.16 autorise les émetteurs à présenter le volume total du pétrole en place à l'origine, le pétrole en place à l'origine découvert ou le pétrole en place à l'origine non découvert, à condition d'expliquer pourquoi cette catégorie est la plus pertinente et d'inclure la mise en garde prévue.
11.	Article 5.16 Interdiction de présenter des combinaisons de catégories de ressources	Plusieurs intervenants ont exprimé l'opinion selon laquelle le regroupement de catégories comme les « ressources récupérables restantes » est approprié et reconnu par le manuel COGE et le Petroleum Resource Management System (PRMS), et que, par conséquent, ce genre d'information devrait être autorisé à condition que les quantités relatives à chaque catégorie soient indiquées.	Nous estimons important d'imposer des restrictions à la sommation de catégories de ressources. Même si, comme le mentionnent certains intervenants, le manuel COGE indique que cette façon de présenter l'information est acceptable [TRADUCTION] « dans certains cas (par exemple dans le cas des études du potentiel d'un bassin) », cela ne signifie pas qu'il la cautionne entièrement. Nous craignons toujours que la sommation de catégories ne puisse être trompeuse et estimons qu'elle est le plus souvent inappropriée

	<i>Sujet (sauf indication contraire, les dispositions auxquelles il est fait renvoi sont issues du même texte)</i>	<i>Résumé des commentaires</i>	<i>Réponses des ACVM</i>
			<p>lorsqu'il s'agit d'information publiée par les sociétés ouvertes.</p> <p>Veillez vous reporter notamment aux nouveaux paragraphes 2 et 3 de l'article 5.16, qui autorisent la présentation de sommations de catégories, sous réserve de certaines obligations d'information.</p>
12.	Article 5.16 Interdiction de présenter des combinaisons de catégories de ressources	Un intervenant indique qu'il vaudrait peut-être mieux remplacer l'expression « pétrole en place à l'origine » par les types de produit concernés (par exemple, le bitume et le gaz naturel).	Nous sommes d'accord avec l'intervenant; ce point est désormais abordé dans le nouveau paragraphe 2 de l'article 5.3.
13.	Article 5.16 Interdiction de présenter des combinaisons de catégories de ressources	Selon un intervenant, l'article 5.3 et le projet d'article 5.16 n'interagiraient pas correctement.	<p>Nous avons apporté les changements et les précisions nécessaires pour régler ce problème.</p> <p>L'article 5.3 traite du classement des réserves ou des ressources autres que des réserves au moyen de la terminologie et des catégories du manuel COGE et prévoit que ces réserves ou ressources doivent être classées dans la catégorie la plus pertinente possible. Le cas échéant, il pourrait s'agir du volume total du pétrole en place à l'origine, du pétrole en place à l'origine découvert ou du pétrole en place à l'origine non découvert.</p> <p>Dans sa version modifiée, l'article 5.16 aborde les trois points suivants : premièrement, le principe général voulant que les émetteurs ne doivent pas combiner les estimations de différentes catégories de ressources; deuxièmement, le fait que malgré l'interdiction générale, certaines sommations d'estimations (volume total du pétrole en place à l'origine, pétrole en place à l'origine découvert ou pétrole en place à l'origine non découvert) peuvent</p>

	<i>Sujet (sauf indication contraire, les dispositions auxquelles il est fait renvoi sont issues du même texte)</i>	<i>Résumé des commentaires</i>	<i>Réponses des ACVM</i>
			être admissibles si les estimations de chacune des sous-catégories pertinentes sont aussi présentées; et troisièmement, que lorsque la catégorie du volume total du pétrole en place à l'origine, du pétrole en place à l'origine découvert ou du pétrole en place à l'origine non découvert est la plus pertinente, l'émetteur peut classer l'information dans cette catégorie, mais doit toutefois expliquer pourquoi il s'agit de la catégorie la plus pertinente et inclure la mise en garde prévue.
14.	Section 5.17 Présentation des estimations haute et basse des réserves et des ressources autres que des réserves	Un intervenant déclare appuyer le projet d'article 5.17.	Nous prenons acte de ce commentaire.
15.	Section 5.17 Présentation des estimations haute et basse des réserves et des ressources autres que des réserves	Un intervenant est d'avis que la disposition est trop restrictive en exigeant la somme des réserves prouvées et probables.	Nous sommes d'accord et avons modifié le paragraphe 1 de l'article 5.17 afin d'offrir aux émetteurs qui présentent l'estimation visée la possibilité de présenter soit la somme des réserves prouvées et probables, soit les réserves prouvées et les réserves probables individuellement.
16.	Partie 9 Entrée en vigueur du règlement	Un intervenant propose de supprimer entièrement cette partie.	Puisque les dispositions de la partie 9 peuvent être utiles à certains utilisateurs, nous avons décidé de les conserver, comme c'est habituellement le cas dans les règlements des ACVM.

	<i>Sujet (sauf indication contraire, les dispositions auxquelles il est fait renvoi sont issues du même texte)</i>	<i>Résumé des commentaires</i>	<i>Réponses des ACVM</i>
ANNEXE 51-101A1, RELEVÉ DES DONNÉES RELATIVES AUX RÉSERVES ET AUTRE INFORMATION CONCERNANT LE PÉTROLE ET LE GAZ			
17.	Rubrique 2.1 Données relatives aux réserves (prix et coûts prévisionnels)	Un intervenant nous prie instamment d'exiger la présentation d'information supplémentaire sur les coûts d'abandon et de remise en état des mines de sables bitumineux, particulièrement à la lumière des obligations relatives aux bassins à résidus.	<p>Nous n'avons pas retenu cette suggestion.</p> <p>L'information à fournir sur les coûts d'abandon et de remise en état est prévue au paragraphe 3 de la rubrique 2.1, intitulée <i>Données sur les réserves</i>, ainsi qu'à la rubrique 6.4, intitulée <i>Autre information concernant les coûts d'abandon et de remise en état</i>.</p> <p>Nous nous attendons à ce que les émetteurs abordent les facteurs de risque conformément à un certain nombre de règlements sur les obligations d'information. L'expérience nous a appris que ce type de renseignements est habituellement compris dans l'information sur les activités existantes fournie par les entreprises et devrait être inclus dans l'évaluation des nouveaux terrains.</p>
18.	Rubrique 2.1 Données relatives aux réserves (prix et coûts prévisionnels)	Un intervenant estime qu'il y aurait lieu d'exiger, à titre d'information supplémentaire, les coûts prévisionnels associés à la réglementation sur la tarification des émissions de gaz à effet de serre.	Nous ne nous proposons pas de faire le changement suggéré, car il dépasse la portée des modifications actuelles. Ces modifications visent à apporter des éclaircissements, à codifier les indications et pratiques actuelles du personnel et à ajouter des obligations en vue d'accroître la fiabilité de certains éléments d'information fournis sur les réserves et les ressources autres que des réserves.
19.	Rubrique 2.2 Information supplémentaire sur les données relatives aux réserves	Un intervenant indique qu'il ne s'oppose pas à l'obligation de présenter de l'information supplémentaire au moyen de prix établis conformément à la pratique en vigueur aux États-Unis, mais qu'il s'oppose toutefois à la dispense de l'application de la rubrique 2.1 de l'Annexe 51-101A1 lorsque l'information supplémentaire est	Nous avons modifié la rubrique 2.2 de façon à autoriser la présentation d'estimations supplémentaires établies en fonction de prix et coûts constants, conformément aux normes actuelles de la SEC.

	<i>Sujet (sauf indication contraire, les dispositions auxquelles il est fait renvoi sont issues du même texte)</i>	<i>Résumé des commentaires</i>	<i>Réponses des ACVM</i>
		remplacée par de l'information qui est conforme aux obligations de la SEC.	
20.	Rubrique 2.2 Information supplémentaire sur les données relatives aux réserves	Deux intervenants estiment que cette modification n'est pas suffisante en soi pour rendre l'estimation comparable à celles établies conformément aux obligations de la SEC (valeurs obtenues et mode de présentation) et que toute déclaration selon laquelle les estimations sont comparables serait trompeuse.	<p>Veillez vous reporter à la réponse donnée au commentaire n° 19 ci-dessus.</p> <p>Nous n'avons pas l'intention de créer des obligations d'information supplémentaire qui feraient en sorte que l'information supplémentaire présentée serait comparable à l'information établie conformément à la réglementation de la SEC.</p>
21.	Rubrique 2.2 Information supplémentaire sur les données relatives aux réserves	Un intervenant craint que le texte ajouté à la rubrique 2.2 ne laisse entendre qu'il n'y a qu'un moyen de fournir de l'information supplémentaire, à savoir conformément au régime américain. Il fait remarquer en outre que le régime américain prévoit plus d'un moyen d'établir l'information supplémentaire et non seulement en fonction de prix constants. Selon lui, l'objectif de la disposition est flou.	Nous avons supprimé les mentions générales des obligations d'information américaines et avons plutôt modifié la rubrique 2.2, qui aborde la question particulière suscitant le plus grand intérêt général (les estimations établies en fonction de prix et coûts constants), la mettant à jour avec les modifications récentes apportées aux normes de la SEC.
22.	Rubrique 3.1 Estimations supplémentaires	Un intervenant affirme que la modification proposée n'a pas pour effet de rendre l'information sur les réserves entièrement conforme aux règlements de la SEC étant donné qu'elle traite uniquement du prix utilisé pour établir cette information.	Notre intention n'était pas de rendre les obligations d'information canadiennes conformes à celles de la SEC, mais de permettre aux émetteurs de fournir de l'information supplémentaire au Canada. Nous avons modifié la rubrique 3.1 de façon à mentionner précisément les prix et coûts constants et, comme il est indiqué ci-dessus, avons supprimé du règlement et de l'Annexe 51-101A1 les mentions générales concernant l'établissement des prix conformément aux obligations d'information américaines.

	<i>Sujet (sauf indication contraire, les dispositions auxquelles il est fait renvoi sont issues du même texte)</i>	<i>Résumé des commentaires</i>	<i>Réponses des ACVM</i>
23.	Rubrique 3.2 Prix prévisionnels employés dans les estimations	Un intervenant est d'avis qu'il faudrait exiger la présentation des prix prévisionnels du carbone.	Le changement proposé dépasse la portée des modifications actuelles et ne sera donc pas apporté.
24.	Rubrique 5.2 Facteurs ou incertitudes significatifs influant sur les données relatives aux réserves	Un intervenant s'oppose à la suppression, dans l'instruction, des mots « la nécessité de construire un pipeline important ou d'autres installations importantes avant qu'on ne puisse mettre en production les réserves » parce que ce type de renseignements est utile aux investisseurs. Il concède que leur suppression pourrait être pertinente si aucunes réserves n'étaient attribuées dans ces circonstances, mais estime toutefois que des précisions sont nécessaires.	Ces mots ont été supprimés de cette rubrique parce qu'ils visent les ressources éventuelles et non les réserves. Nous convenons que ces renseignements sont pertinents et importants pour les investisseurs. Veuillez vous reporter à l'instruction de la rubrique 6.2.1, qui contient les mots en question.
25.	Rubrique 6.2.1 Facteurs et incertitudes significatifs applicables aux terrains sans réserves attribuées	Un intervenant s'oppose à ce projet de rubrique. Il soutient que les projets pertinents ne sont pas assez avancés pour qu'on puisse connaître les plans ou fournir une description concrète. En outre, il serait très difficile pour les sociétés possédant plusieurs terrains différents de les décrire globalement de façon valable.	Nous avons conservé cette disposition, car nous estimons qu'elle contient des renseignements importants dont les investisseurs devraient tenir compte. Les ACVM sont d'avis qu'il incombe à l'émetteur assujéti d'évaluer quels facteurs et incertitudes sont pertinents compte tenu de ses activités, de déterminer si ces renseignements sont importants et de présenter ensuite les facteurs ou incertitudes significatifs applicables.
26.	Rubrique 6.4 Autre information concernant les coûts d'abandon et de remise en état	Selon un intervenant, dans le cas où les coûts d'abandon et de remise en état relatifs aux bassins à résidus ne sont pas inclus conformément à la rubrique 2.1, la rubrique 6.4 devrait prévoir la présentation d'information concernant ce passif, nommément une estimation du volume et de l'étendue futurs des bassins à résidus qui seront créés ou maintenus en raison de l'exploitation des réserves, ainsi que les estimations haute et basse des coûts de	Nous n'avons pas effectué le changement suggéré. Comme nous le mentionnons dans notre réponse au commentaire n° 17 ci-dessus, l'information à fournir sur les coûts d'abandon et de remise en état est prévue au paragraphe 3 de la rubrique 2.1, intitulée <i>Données sur les réserves</i> , ainsi qu'à la rubrique 6.4, intitulée <i>Autre information concernant les coûts d'abandon et de</i>

	<i>Sujet (sauf indication contraire, les dispositions auxquelles il est fait renvoi sont issues du même texte)</i>	<i>Résumé des commentaires</i>	<i>Réponses des ACVM</i>
		remise en état éventuels.	<i>remise en état.</i>
COMMENTAIRE D'ORDRE GÉNÉRAL			
27.	Commentaire d'ordre général	Un intervenant affirme que les modifications proposées au règlement ne parviennent pas à résoudre suffisamment les différences entre ce dernier et le régime américain, et propose que les ACVM alignent leurs obligations sur celles de la SEC ou qu'elles dispensent de ces obligations les sociétés tenues d'établir l'information selon les normes de la SEC.	Nous n'avons pas retenu les suggestions de cet intervenant. Nous n'avons pas comme objectif d'aligner les obligations d'information canadiennes sur celles des États-Unis.

Annexe C

Résumé des changements apportés aux projets de modifications publiés pour consultation le 18 décembre 2009

Le texte ci-dessous est un résumé des changements entre les textes publiés pour consultation le 18 décembre 2009 et ceux qui ont été approuvés.

Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières

- Nous avons supprimé la définition de « membre de la haute direction » et rectifié le sous-paragraphe *e* du paragraphe 3 de l'article 2.1 de façon à exiger qu'un « dirigeant » et non un « membre de la direction » signe le formulaire prévu à l'Annexe 51-101A3.
- Nous avons déplacé le contenu de l'article 2.2 au nouveau paragraphe 3 de l'article 2.3 étant donné qu'il est plus logique que cette obligation figure dans cette disposition.
- Nous avons déplacé le contenu du projet d'article 2.5 du règlement à l'article 2.10 de l'instruction générale.
- Nous avons ajouté un paragraphe 2 à l'article 5.3 afin de permettre aux émetteurs de déclarer le pétrole en place à l'origine en indiquant le type de produit particulier au lieu d'utiliser le terme « pétrole », plus général.
- Nous avons modifié l'article 5.16 afin de préciser les obligations d'information à respecter concernant le volume total du pétrole en place à l'origine, le pétrole en place à l'origine découvert et le pétrole en place à l'origine non découvert : l'émetteur peut déclarer le volume total du pétrole en place à l'origine, le pétrole en place à l'origine découvert ou le pétrole en place à l'origine non découvert s'il présente les estimations des sous-catégories pertinentes comprises dans la sommation des estimations ou, dans le cas où ces estimations ne sont pas encore disponibles, il peut déclarer le volume total du pétrole en place à l'origine, le pétrole en place à l'origine découvert et le pétrole en place à l'origine non découvert s'il explique pourquoi cette catégorie est la plus pertinente pouvant être attribuée et inclut la mise en garde prévue. Le projet de mise en garde a été supprimé et la disposition renvoie plutôt aux mises en garde déjà prévues aux sous-dispositions A et B de la disposition *v* du sous-paragraphe *c* du paragraphe 2 de l'article 5.9.
- Nous avons modifié le texte de l'article 5.17 portant sur la présentation des estimations haute et basse des réserves afin de permettre aux émetteurs qui indiquent la somme des réserves prouvées, probables et possibles de déclarer soit les réserves prouvées et la somme des réserves prouvées et probables, soit les réserves prouvées et les réserves probables individuellement.

Annexe 51-101A1, Relevé des données relatives aux réserves et autre information concernant le pétrole et le gaz

- Nous avons supprimé toutes les mentions des « obligations d'information américaines concernant le pétrole et le gaz » et sommes revenu à notre position de départ, qui consiste à permettre la présentation d'information supplémentaire établie en fonction de prix et coûts constants (se reporter aux rubriques 2.2 et 3.1).
- Les obligations en matière de prix et coûts constants ont été mises à jour pour plus d'exactitude.
- Nous avons ajouté un paragraphe 5 aux instructions de la partie 4 afin de préciser qu'aucun rapprochement n'est exigé lorsque les estimations « d'ouverture » établies en date du début de l'exercice ne sont pas disponibles.

Instruction générale relative au Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières

- Nous avons modifié le paragraphe 4 de l'article 2.7 dans le but d'ajouter des indications précises sur la présentation d'information au moyen de prix et coûts constants.
- Nous avons ajouté l'article 2.9 afin d'expliquer comment nous interprétons l'expression « chef de la direction ».
- Nous avons ajouté l'article 2.10 pour fournir aux émetteurs assujettis qui ne sont pas des sociétés par actions des indications au sujet de la signature du formulaire prévu à l'Annexe 51-101A3.
- Nous avons ajouté des indications à l'article 5.3 afin de préciser les obligations d'information prévues au paragraphe 2 de l'article 5.16 du règlement.
- Nous avons ajouté l'article 5.9.1 pour clarifier l'objet de l'article 5.16 du règlement.

Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus (article 5.5)

- Nous avons rétabli les instructions qui avaient été supprimées par mégarde.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 51-101 SUR L'INFORMATION CONCERNANT LES ACTIVITÉS PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1^o, 2^o, 3^o, 8^o, 11^o, 19.3^o, 20^o et 34^o, et a. 331.2)

1. L'article 1.1 du Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières est modifié :

1^o dans le paragraphe *a* de la définition de « activités pétrolières et gazières » :

a) par le remplacement, dans le sous-paragraphe *ii*, des mots « en vue de poursuivre l'exploration pétrolière ou gazière ou d'extraire le pétrole ou le gaz des réservoirs sur ces terrains » par les mots « à des fins d'exploration pétrolière ou gazière ou en vue d'extraire le pétrole ou le gaz de leur emplacement naturel »;

b) par le remplacement, dans le sous-paragraphe *iii*, des mots « de leurs réservoirs naturels » par « de leur emplacement naturel, »;

2^o par le remplacement, dans la définition de « données relatives aux réserves », des mots « produits d'exploitation » par les mots « produits des activités ordinaires »;

3^o par la suppression de la définition de « ICCA »;

4^o par la suppression, partout où ils se trouvent dans la définition de « indépendant », des mots « ou société »;

5^o par la suppression de la définition de « Note d'orientation concernant la comptabilité NOC-16 de l'ICCA »;

6^o par la suppression de la définition de « SFAS No. 19 ».

2. L'article 2.1 de ce règlement est modifié :

1^o par le remplacement, partout où ils se trouvent dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2, des mots « produits d'exploitation » par les mots « produits des activités ordinaires »;

2^o par le remplacement du sous-paragraphe *e* du paragraphe 3 par le suivant :

« *e)* il est signé :

i) par deux dirigeants de l'émetteur assujetti, dont le chef de la direction;

ii) au nom du conseil d'administration, selon le cas :

A) par deux administrateurs de l'émetteur assujetti, à l'exception des personnes visées à la disposition *i* ci-dessus;

B) si l'émetteur assujetti ne compte que trois administrateurs, dont deux sont les personnes visées à la disposition *i*, par tous ses administrateurs. ».

3. L'article 2.2 de ce règlement est abrogé.

4. L'article 2.3 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« 2.3. Inclusion dans la notice annuelle

1) Il est possible de satisfaire à l'article 2.1 en incluant l'information prévue à cet article dans une notice annuelle déposée dans le délai indiqué à l'article 2.1.

2) L'émetteur assujetti qui choisit l'option prévue au paragraphe 1 doit déposer auprès de l'autorité en valeurs mobilières, en même temps que sa notice annuelle, un avis de dépôt établi conformément à l'Annexe 51-101A4. ».

5. L'article 4.1 de ce règlement est abrogé.

6. L'article 5.3 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« 5.3. Classement des réserves et des ressources autres que des réserves

1) Les réserves ou les ressources autres que des réserves doivent être présentées selon la terminologie et les catégories applicables du manuel COGE et être classées dans la catégorie la plus pertinente de réserves ou de ressources autres que des réserves dans laquelle elles peuvent être classées.

2) Malgré le paragraphe 1, lorsque la terminologie du manuel COGE applicable à la présentation des ressources consiste en l'expression « volume total du pétrole en place à l'origine », « pétrole en place à l'origine découvert » ou « pétrole en place à l'origine non découvert », l'émetteur assujetti peut s'en écarter en remplaçant le mot « pétrole » par le type de produit particulier constituant la ressource. ».

7. L'article 5.9 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« 5.9. Information sur les ressources autres que des réserves

1) L'émetteur assujetti qui fournit les résultats prévus de ressources qui, au moment considéré, ne sont pas classées à titre de réserves doit également fournir par écrit, dans le même document ou dans un document justificatif, les éléments suivants :

- a) la participation de l'émetteur assujetti dans les ressources;
- b) l'emplacement des ressources;
- c) les types de produits qu'il prévoit, de façon raisonnable, pouvoir extraire;
- d) les risques et le degré d'incertitude se rattachant à la récupération des ressources;
- e) dans le cas d'un terrain non prouvé dont la valeur est indiquée, les deux éléments suivants :
 - i) le mode de calcul de la valeur;
 - ii) le fait que la valeur a été établie par une personne indépendante ou non.

2) Si l'information visée au paragraphe 1 comprend l'estimation d'une quantité de ressources autres que des réserves dans laquelle l'émetteur assujetti détient ou entend acquérir une participation, ou une valeur estimative attribuable à une quantité estimative, l'estimation doit :

- a) avoir été établie ou vérifiée par un évaluateur ou vérificateur de réserves qualifié ;
- b) avoir été établie ou vérifiée conformément au manuel COGE;
- c) être classée dans la catégorie la plus pertinente de ressources autres que des réserves, conformément à l'article 5.3;
- d) être accompagnée de l'information suivante :

- i) une définition de la catégorie de ressources ayant servi à l'estimation;
- ii) la date d'effet de l'estimation;
- iii) les facteurs positifs et négatifs significatifs et pertinents concernant l'estimation;
- iv) à l'égard des ressources éventuelles, les éventualités particulières qui empêchent de les classer à titre de réserves;
- v) à proximité, la mise en garde suivante, selon le cas :

A) dans le cas de ressources découvertes ou d'une sous-catégorie de ressources découvertes autres que les réserves :

« Rien ne garantit la viabilité commerciale de l'exploitation de toute partie des ressources. »;

B) dans le cas de ressources non découvertes ou d'une sous-catégorie de ressources non découvertes :

« Rien ne garantit la découverte de toute partie des ressources. En cas de découverte, rien ne garantit la viabilité commerciale de l'exploitation de toute partie des ressources. ».

3) Les sous-paragraphes *d* et *e* du paragraphe 1 et les dispositions *iii* et *iv* du sous-paragraphe *c* du paragraphe 2 ne s'appliquent pas si les conditions suivantes sont réunies :

- a) l'émetteur assujetti mentionne dans le document écrit le titre et la date d'un document déposé antérieurement qui respecte ces obligations;
- b) les ressources présentées dans le document écrit, prenant en compte les participations et les terrains particuliers reflétés dans l'estimation des ressources ou d'autres résultats prévus, constituent, compte tenu de l'importance relative, les mêmes ressources que celles qui font l'objet du document déposé antérieurement.

8. L'article 5.10 de ce règlement est modifié par le remplacement, partout où ils se trouvent, de « 5.2, 5.3 et 5.9 » par « 5.2, 5.3, 5.9 et 5.16 ».

9. Ce règlement est modifié par l'addition, après l'article 5.15, des suivants :

« 5.16. Restriction en matière de présentation de la sommation de catégories de ressources

1) L'émetteur assujéti ne doit pas présenter la sommation de la quantité estimative ou de la valeur estimative de deux des catégories suivantes ou plus :

- a) les réserves;
- b) les ressources éventuelles;
- c) les ressources prometteuses;
- d) la portion non récupérable du pétrole en place à l'origine découvert;
- e) la portion non récupérable du pétrole en place à l'origine non découvert;
- f) le pétrole en place à l'origine découvert;
- g) le pétrole en place à l'origine non découvert.

2) Malgré le paragraphe 1, l'émetteur assujéti peut présenter une estimation du volume total du pétrole en place à l'origine, du pétrole en place à l'origine découvert ou du pétrole en place à l'origine non découvert s'il inclut, à proximité de cette information, une estimation de chacune des catégories suivantes, selon le cas :

- a) les réserves;
- b) les ressources éventuelles;
- c) les ressources prometteuses;
- d) la portion commerciale du pétrole en place à l'origine découvert;
- e) la portion subcommerciale du pétrole en place à l'origine découvert;
- f) la portion non récupérable du pétrole en place à l'origine découvert;
- g) la portion non récupérable du pétrole en place à l'origine non découvert;
- h) le pétrole en place à l'origine découvert;
- i) le pétrole en place à l'origine non découvert.

3) L'émetteur assujéti peut présenter une estimation du volume total du pétrole en place à l'origine, du pétrole en place à l'origine découvert ou du pétrole en place à l'origine non découvert comme catégorie la plus pertinente dans laquelle classer ses ressources, à condition d'inclure, à proximité de cette information, ce qui suit :

- a) une explication des raisons pour lesquelles la catégorie du volume total du pétrole en place à l'origine, du pétrole en place à l'origine découvert ou du pétrole en place à l'origine non découvert est la plus pertinente dans laquelle ses ressources peuvent être classées;
- b) les mises en garde suivantes :

i) s'il s'agit d'information sur le pétrole en place à l'origine découvert, celle prévue à la sous-disposition A de la disposition v du sous-paragraphe c du paragraphe 2 de l'article 5.9;

ii) s'il s'agit d'information sur le volume total du pétrole en place à l'origine ou sur le pétrole en place à l'origine non découvert, celle prévue à la sous-disposition B de la disposition v du sous-paragraphe c du paragraphe 2 de l'article 5.9.

« 5.17. Présentation des estimations hautes des réserves et des ressources autres que des réserves

1) L'émetteur assujéti qui présente une estimation de la somme des réserves prouvées, probables et possibles doit également indiquer les estimations correspondantes des réserves prouvées et de la somme des réserves prouvées et probables ou des réserves prouvées et des réserves probables.

2) L'émetteur assujéti qui présente une estimation haute des ressources autres que des réserves doit également indiquer l'estimation basse et la meilleure estimation correspondantes. ».

10. Le paragraphe 2 de l'article 8.2 du texte anglais de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « in accordance with » par le mot « under ».

11. L'article 9.2 de ce règlement est abrogé.

12. L'Annexe 51-101A1 de ce règlement est modifiée :

1° par l'insertion, après le paragraphe 6 des instructions générales, des suivants :

« 7) *L'émetteur assujéti qui présente de l'information financière dans une autre monnaie que le dollar canadien doit indiquer la monnaie de présentation utilisée, de façon évidente et aussi souvent qu'il est nécessaire pour éviter toute confusion ou interprétation propre à induire en erreur.*

« 8) *Le manuel COGE contient des indications sur la présentation d'information au moyen d'unités de mesure. Sauf motifs impérieux, ils doivent se garder de passer des unités impériales (comme les barils) aux unités du Système international (comme les tonnes) et vice versa, dans un même document ou d'un document à l'autre. »;*

2° dans les instructions de la rubrique 1.1 :

a) par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant :

« 1) *Pour l'application de la partie 2 du règlement et conformément au paragraphe 2 des instructions générales de la présente annexe, la date d'effet qui doit être indiquée en vertu du paragraphe 2 de la rubrique 1.1 est la date de clôture du dernier exercice de l'émetteur assujéti. »;*

b) par le remplacement, dans le paragraphe 2, des mots « produits d'exploitation » par les mots « produits des activités ordinaires »;

3° dans la rubrique 2.1 :

a) par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « produits d'exploitation » par les mots « produits des activités ordinaires » et des mots « charges futures d'impôt » par les mots « charges d'impôts futurs »;

b) par le remplacement, dans le paragraphe 1, des mots « réserves prouvées mises en valeur et exploitées » par les mots « réserves prouvées développées »

exploitées », des mots « réserves prouvées non mises en valeur » par les mots « réserves prouvées non développées » et des mots « réserves prouvées mises en valeur et inexploitées » par les mots « réserves prouvées développées inexploitées »;

c) par le remplacement, dans le paragraphe 3, des mots « frais d'exploitation » par les mots « coûts opérationnels » et des mots « mise en valeur » par le mot « développement »;

4° par le remplacement de la rubrique 2.2 par la suivante :

« Rubrique 2.2 Information supplémentaire (prix et coûts constants) »

L'émetteur assujetti peut compléter l'information sur les données relatives aux réserves visée à la rubrique 2.1 en présentant, pour chaque type de produit pertinent, des estimations des réserves ou des ressources autres que des réserves, ou des deux, ainsi que des estimations des produits des activités ordinaires nets futurs correspondants, établies en fonction de prix et coûts constants au lieu de prix et coûts prévisionnels.

INSTRUCTION

Pour l'application de la présente rubrique :

a) *on entend par « prix constant », selon le cas :*

i) *le prix auquel l'émetteur assujetti est légalement tenu de livrer le produit;*

ii) *le prix qui correspond à la moyenne arithmétique non pondérée du prix du produit le premier jour de chacun des 12 mois précédant la date d'effet.*

b) *les coûts à employer doivent être estimés de façon raisonnable en fonction de la conjoncture économique existante, sans indexation ni redressement au titre de l'inflation. »;*

5° dans la rubrique 2.3, par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « participations minoritaires » par les mots « participations ne donnant pas le contrôle » et des mots « comptabilisation à la valeur de consolidation » par les mots « mise en équivalence »;

6° dans la rubrique 2.4 :

a) par le remplacement, dans l'intitulé, des mots « **produits d'exploitation** » par les mots « **produits des activités ordinaires** »;

b) par le remplacement, partout où ils se trouvent dans les paragraphes 1 et 2, des mots « comptabilisation à la valeur de consolidation » par les mots « mise en équivalence », des mots « produits d'exploitation » par les mots « produits des activités ordinaires » et des mots « participations minoritaires » par les mots « participations ne donnant pas le contrôle »;

c) par le remplacement, dans le paragraphe 2 des instructions, des mots « *produits d'exploitation* » par les mots « *produits des activités ordinaires* »;

d) par la suppression du paragraphe 3 des instructions;

7° par le remplacement de la rubrique 3.1 par la suivante :

« Rubrique 3.1 Prix constants employés dans les estimations supplémentaires

Si de l'information supplémentaire visée à la rubrique 2.2 est présentée, l'émetteur assujetti doit indiquer, pour chaque type de produit, le prix constant employé. »;

8° dans le paragraphe 2 des instructions de la rubrique 3.2, par la suppression des mots « *prix et coûts constants* » et *l'expression* » et par le remplacement du mot « *comprennent* » par le mot « *comprend* »;

9° par l'addition, après le paragraphe 4 des instructions de la rubrique 4.1, du suivant :

« 5) Si l'émetteur assujetti n'a commencé à exercer des activités pétrolières et gazières qu'après le dernier jour de son exercice précédent et qu'aucun rapport d'évaluation portant sur ses réserves à cette date n'est disponible, il n'est pas tenu d'effectuer le rapprochement prévu par la présente partie, ne disposant d'aucune donnée d'ouverture permettant de le faire. Il doit toutefois indiquer la raison de l'absence de rapprochement. »;

10° par le remplacement de la rubrique 5.1 par la suivante :

« Rubrique 5.1 Réserves non développées

1. Relativement aux réserves prouvées non développées :

a) indiquer pour chaque type de produit les volumes des réserves prouvées non développées qui ont été attribués au départ dans chacun des trois derniers exercices et, globalement, avant cette période;

b) exposer de façon générale le fondement sur lequel l'émetteur assujetti classe des réserves dans les réserves prouvées non développées, ses plans, y compris le calendrier, de développement des réserves prouvées non développées et, le cas échéant, ses raisons pour ne pas planifier le développement de réserves prouvées non développées particulières au cours des deux années suivantes.

2. Relativement aux réserves probables non développées :

a) indiquer pour chaque type de produit les volumes des réserves probables non développées qui ont été attribués au départ dans chacun des trois derniers exercices et, globalement, avant cette période;

b) exposer de façon générale le fondement sur lequel l'émetteur assujetti classe des réserves dans les réserves probables non développées, ses plans, y compris le calendrier, de développement des réserves probables non développées et, le cas échéant, ses raisons pour ne pas planifier le développement de réserves probables non développées particulières au cours des deux années suivantes. »;

11° dans la rubrique 5.2 :

a) par l'addition, dans l'intitulé, des mots « **influant sur les données relatives aux réserves** » après le mot « **significatifs** »;

b) par le remplacement, dans le paragraphe 1, du mot « importants » par le mot « significatifs »;

c) dans l'instruction :

i) par le remplacement des mots « *des frais de mise en valeur ou des frais d'exploitation* » par les mots « *des frais de développement ou des coûts opérationnels* »;

ii) par la suppression des mots « *la nécessité de construire un pipeline important ou d'autres installations importantes avant qu'on ne puisse mettre en production les réserves,* »;

12° dans la rubrique 5.3 :

a) par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « produits d'exploitation » par les mots « produits des activités ordinaires » et des mots « mise en valeur » par le mot « développement », compte tenu des adaptations nécessaires;

b) dans le sous-paragraphe *a* du paragraphe 2, par le remplacement des mots « financement par emprunts » par les mots « financement par emprunt »;

13° dans le paragraphe 2 de la rubrique 6.1, par le remplacement des mots « puits exploités et inexploités » par les mots « puits producteurs et non producteurs »;

14° dans la rubrique 6.2 :

a) par le remplacement, dans le paragraphe 2, des mots « mise en valeur » par le mot « développement »;

b) par l'insertion, après le paragraphe 2, de ce qui suit :

« *INSTRUCTION*

Si l'émetteur assujetti détient des participations dans différentes formations d'une même superficie selon des concessions distinctes, présenter le mode de calcul de la superficie brute et nette. Une description générale du mode de calcul de la superficie indiquée suffit.

« Rubrique 6.2.1 Facteurs et incertitudes significatifs applicables aux terrains sans réserves attribuées

1. Indiquer et décrire les facteurs économiques ou incertitudes significatifs qui influent sur les activités de développement ou de production prévues sur les terrains sans réserves attribuées.

2. Le paragraphe 1 est sans application dans le cas d'une information présentée dans les états financiers de l'émetteur assujetti pour l'exercice terminé à la date d'effet.

EXEMPLES

Voici quelques exemples de renseignements qui pourraient devoir être présentés en vertu de la présente rubrique : prévision de frais de développement ou de coûts opérationnels exceptionnellement élevés, nécessité de construire un pipeline important ou d'autres installations importantes avant qu'on ne puisse commencer la mise en production. »;

15° par le remplacement du paragraphe 2 de la rubrique 6.3 par le suivant :

« 2. L'émetteur assujéti peut satisfaire à l'obligation prévue au paragraphe 1 en incluant l'information qui y est exigée dans ses états financiers de l'exercice terminé à la date d'effet. »;

16° par le remplacement, dans la rubrique 6.5, des mots « les bénéfices » par les mots « le résultat »;

17° dans la rubrique 6.6 :

a) par le remplacement des sous-paragraphes *b* et *c* du paragraphe 1 par les suivants :

« *b*) les coûts opérationnels;

c) les frais de développement; »;

b) par le remplacement, dans le paragraphe 2, des mots « comptabilisation à la valeur de consolidation » par les mots « mise en équivalence » et des mots « mise en valeur » par le mot « développement »;

18° dans la rubrique 6.7 :

a) par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « mise en valeur » par le mot « développement »;

b) par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1, des mots « puits de gaz et puits de service » par les mots « puits de gaz, puits de service et puits de forage stratigraphique »;

19° dans le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de la rubrique 6.9, par l'insertion du mot « brut » après le mot « quotidien », et par la suppression des mots « , avant la déduction des redevances ».

13. Le deuxième alinéa de l'Annexe 51-101A2 de ce règlement est modifié :

1° dans le paragraphe 4 :

a) par le remplacement, dans la note 1 au tableau, des mots « charges futures d'impôt » par les mots « charges d'impôts futurs »;

b) par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « produits d'exploitation » par les mots « produits des activités ordinaires »;

2° par l'insertion, dans le paragraphe 5 et après les mots « conformément au manuel COGE », des mots « , appliqué de façon uniforme, »;

3° par la suppression, dans le paragraphe 7, de la deuxième phrase.

14. L'Annexe 51-101A3 de ce règlement est modifiée :

1° par la suppression, dans le paragraphe *c* du quatrième alinéa, de la deuxième phrase;

2° par le remplacement, sous la deuxième des lignes réservées aux signatures du texte anglais, des mots « a senior officer » par les mots « an officer ».

15. Ce règlement est modifié par l'addition, après l'Annexe 51-101A3, de la suivante :

**« ANNEXE 51-101A4
AVIS DE DÉPÔT DE L'INFORMATION VISÉE
À L'ANNEXE 51-101A1**

La présente annexe est l'annexe visée à l'article 2.3 du règlement.

Le [date du dépôt au moyen de SEDAR], [nom de l'émetteur assujetti] a déposé les rapports visés à l'article 2.1 du règlement, que l'on peut consulter [indiquer où l'information peut être consultée en format électronique (par exemple, dans la notice annuelle de la société qui se trouve dans son profil SEDAR, à l'adresse www.sedar.com)]. ».

16. Ce règlement est modifié par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « produits d'exploitation » par les mots « produits des activités ordinaires », des mots « frais d'exploitation » par les mots « coûts opérationnels » et des mots « mise en valeur » par le mot « développement », compte tenu des adaptations nécessaires.

17. Le présent règlement entre en vigueur le 30 décembre 2010.

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 51-101 SUR L'INFORMATION CONCERNANT LES ACTIVITÉS PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES

1. L'article 1.1 de l'*Instruction générale relative au Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières* est modifié :

1° par l'insertion, dans le texte anglais du paragraphe 3 et après les mots « person would consider », du mot « that »;

2° par l'insertion, partout où ils se trouvent dans le paragraphe 4 et après le mot « ressources », des mots « autres que des réserves »;

3° par le remplacement, partout où ils se trouvent dans les sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 5, de « 1^{er} août 2007 » par « 12 octobre 2010 ».

2. L'article 1.2 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement de la dernière phrase du deuxième paragraphe par la suivante :

« Les définitions et les catégories de réserves et de ressources sont intégrées au manuel COGE et sont aussi énoncées, en partie, dans le glossaire. »;

2° par le remplacement, dans le dernier paragraphe, des mots « sur les réserves et les ressources, doit être conforme » par les mots « sur les réserves et les ressources autres que des réserves, doit être établie conformément » et des mots « produits d'exploitation » par les mots « produits des activités ordinaires ».

3. L'article 1.4 de cette instruction générale est modifié par la suppression du quatrième paragraphe.

4. L'article 2.3 de cette instruction générale est modifié par le remplacement du dernier paragraphe par le suivant :

« L'émetteur assujéti peut compléter l'information annuelle exigée par le règlement par de l'information supplémentaire correspondant à celle visée à l'Annexe 51-101A1, à l'Annexe 51-101A2 et à l'Annexe 51-101A3, mais établie à des dates ou pour des périodes postérieures à celles pour lesquelles l'information annuelle est exigée. Cependant, pour éviter toute confusion, on devrait indiquer clairement que ce complément d'information constitue de l'information intermédiaire et le présenter distinctement de l'information annuelle (par exemple en renvoyant, s'il y a lieu, à une période intermédiaire en particulier). La présentation d'un complément d'information intermédiaire ne remplit pas les obligations d'information annuelle prévues à l'article 2.1 du règlement. ».

5. Les deuxième et troisième phrases du paragraphe 2 de l'article 2.4 de cette instruction générale sont remplacées par la suivante :

« Toutefois, l'émetteur assujéti qui choisit cette option doit déposer, au même moment et dans la catégorie appropriée dans SEDAR, l'avis prévu à l'Annexe 51-101A4 (se reporter au paragraphe 2 de l'article 2.3 du règlement). ».

6. L'article 2.5 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « produits d'exploitation » par les mots « produits des activités ordinaires »;

2° par le remplacement, dans le texte anglais de l'intitulé, des mots « **That Has** » par le mot « **With** »;

3° par le remplacement, dans le paragraphe 1, des mots « mise en valeur » par le mot « développement ».

7. L'article 2.7 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement, partout où ils se trouvent dans le sous-paragraphe *a* du paragraphe 3, des mots « produits d'exploitation » par les mots « produits des activités ordinaires » et des mots « charges futures d'impôt » par les mots « charges d'impôts futurs »;

2° par le remplacement du paragraphe 4 par le suivant :

« 4) **Présentation d'information supplémentaire sur les produits des activités ordinaires nets futurs au moyen de prix et coûts constants** – L'Annexe 51-101A1 permet aux émetteurs assujettis de présenter les produits des activités ordinaires nets futurs, ainsi que les estimations connexes de réserves ou de ressources autres que des réserves, établis au moyen de prix et coûts constants. On suppose que ces prix et coûts ne changent pas pendant la durée de vie d'un terrain, sauf si l'émetteur assujetti est lié par un engagement, contractuel ou autre, à livrer un produit à certains prix ou coûts fixes ou qu'il est possible de déterminer actuellement (y compris ceux qui se rapportent à une période de prolongation d'un contrat qui sera probablement prolongé). »;

3° par la suppression du paragraphe 5;

4° dans le paragraphe 7 :

a) par la suppression de la deuxième phrase du premier paragraphe;

b) par le remplacement, dans le deuxième paragraphe, des mots « produits d'exploitation » par les mots « produits des activités ordinaires »;

5° par le remplacement du deuxième paragraphe du paragraphe 8 par le suivant :

« L'Annexe 51-101A1 prévoit l'information minimum à fournir, sous réserve du critère d'appréciation de l'importance relative. Les émetteurs assujettis peuvent fournir toute autre information, pour autant qu'elle ne soit pas incompatible avec le règlement ni trompeuse. ».

8. Le paragraphe 2 de l'article 2.8 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement de la première phrase du premier paragraphe par la suivante :

« Le rapport prévu à l'Annexe 51-101A2 contient des déclarations indiquant que les écarts entre les données relatives aux réserves et les résultats réels peuvent être importants, mais que les réserves ont été établies conformément au manuel COGE appliqué de façon uniforme. »;

2° par le remplacement, dans le texte anglais du deuxième paragraphe, des mots « should be consistent » par les mots « must be consistent »;

3° par le remplacement, dans le quatrième paragraphe, des mots « mises en valeur » par le mot « développées ».

9. Cette instruction générale est modifiée par l'addition, après l'article 2.8, des suivants :

« 2.9. Chef de la direction

Conformément au sous-paragraphe *e* du paragraphe 3 de l'article 2.1 du règlement, l'émetteur assujéti doit déposer le rapport prévu à l'Annexe 51-101A3 signé par le chef de la direction. L'expression « chef de la direction » devrait être interprétée de façon à inclure les personnes physiques qui s'acquittent des responsabilités qui se rattachent normalement à ce poste ou qui exercent une fonction analogue. Pour déterminer si c'est le cas d'une personne physique en particulier, il ne faut pas prendre en compte son titre au sein de la société ni le fait qu'elle est un salarié de la société ou agit conformément à une entente ou à un contrat.

« 2.10. Émetteur assujéti qui n'est pas une société par actions

Dans le cas où l'émetteur assujéti n'est pas une société par actions, le rapport prévu à l'Annexe 51-101A3 doit être signé par les personnes qui, par rapport à l'émetteur assujéti, sont dans une situation comparable ou exercent des fonctions comparables à celles des personnes visées au sous-paragraphe *e* du paragraphe 3 de l'article 2.1 du règlement. ».

10. L'article 5.2 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 5 par le suivant :

« 5) **Accès au financement** – L'émetteur assujéti qui attribue des réserves à un terrain non développé n'est pas tenu de disposer du financement nécessaire au développement des réserves, puisque celle-ci peut se faire autrement qu'au moyen d'une dépense de fonds de sa part (par exemple, par voie d'amodiation ou de vente). Il faut estimer les réserves en partant de l'hypothèse que le développement des terrains aura lieu, sans égard à la disponibilité du financement nécessaire. L'évaluateur n'a pas à se demander si l'émetteur assujéti aura les capitaux nécessaires au développement des réserves. (Se reporter à l'article 7 du manuel COGE et au sous-paragraphe *iv* du paragraphe *a* de l'article 5.2 du règlement.)

Toutefois, en vertu de la rubrique 5.3 de l'Annexe 51-101A1, l'émetteur assujéti doit indiquer ses prévisions concernant les sources et les frais de financement des frais de développement futurs estimatifs. Si l'émetteur prévoit que les frais de financement rendraient peu probable le développement d'un terrain, il doit aussi, malgré toute attribution de réserves, exposer cette prévision de même que ses plans à l'égard du terrain.

La présentation d'une estimation de réserves, de ressources éventuelles ou de ressources prometteuses à l'égard desquelles l'accès, en temps opportun, au financement nécessaire à leur développement n'est pas garanti peut se révéler trompeuse si elle n'est pas accompagnée, à proximité, d'une analyse (ou d'un renvoi à une telle analyse dans d'autres documents déposés par l'émetteur assujéti au moyen de SEDAR) des incertitudes quant au financement et des répercussions prévues sur l'échéancier ou le parachèvement des travaux de développement (ou sur une phase donnée de travaux de développement multiphase, comme il est souvent possible de l'observer pour les sables bitumineux. »;

2° par le remplacement du paragraphe 6 par le suivant :

« 6) **Réserves prouvées ou probables non développées** – Il faut déclarer les réserves prouvées ou probables non développées pendant l'exercice au cours duquel elles sont comptabilisées. L'émetteur assujéti qui ne déclare pas certaines réserves prouvées ou probables non développées pour la seule raison qu'il n'a pas encore dépensé les fonds destinés au développement pourrait omettre de l'information importante et ainsi

rendre trompeuse l'information sur les réserves. Si l'existence des réserves prouvées ou probables non développées n'est pas communiquée au public, les personnes qui ont une relation privilégiée avec l'émetteur et savent qu'elles existent n'auront pas le droit d'acheter ou vendre des titres de l'émetteur tant que cette information n'aura pas été diffusée. Le prospectus de l'émetteur pourrait ne pas révéler tous les faits importants de façon complète, véridique et claire en l'absence d'information sur ces réserves. ».

11. L'article 5.3 de cette instruction générale est remplacé par le suivant :

« 5.3. Classement des réserves et des ressources autres que des réserves

Conformément à l'article 5.3 du règlement, l'information sur les réserves ou les ressources autres que des réserves doit être présentée selon les catégories et la terminologie applicables du manuel COGE. Les définitions de diverses catégories de ressources, tirées du manuel COGE, sont données dans le glossaire. En outre, conformément à l'article 5.3 du règlement, l'information sur les réserves ou les ressources autres que des réserves doit se rapporter à la catégorie la plus pertinente de réserves ou de ressources autres que des réserves dans laquelle les réserves ou les ressources autres que des réserves peuvent être classées. Par exemple, les ressources découvertes comptent plusieurs sous-catégories, dont les réserves, les ressources éventuelles et les ressources découvertes non récupérables.

Les réserves peuvent être qualifiées de réserves prouvées, probables ou possibles, selon la probabilité de leur mise en production. Tel que le décrit le manuel COGE, les réserves prouvées, probables et possibles représentent, respectivement, les estimations prudentes, réalistes et optimistes des réserves. Par conséquent, toute information sur les réserves doit préciser s'il s'agit de réserves prouvées, probables ou possibles.

L'émetteur assujéti qui présente de l'information sur des ressources autres que des réserves doit indiquer s'il s'agit de ressources découvertes ou non découvertes sauf dans des situations exceptionnelles, à savoir lorsque la catégorie la plus pertinente est celle du volume total du pétrole en place à l'origine, du pétrole en place à l'origine découvert ou du pétrole en place à l'origine non découvert, auquel cas l'émetteur assujéti doit se conformer au paragraphe 3 de l'article 5.16 du règlement.

Pour plus d'indications sur la présentation des réserves et des ressources autres que des réserves, consulter les articles 5.2 et 5.5 de la présente instruction générale. ».

12. L'article 5.4 de cette instruction générale est modifié par le remplacement des mots « ; renvoi direct ou indirect aux conclusions de ce rapport dans les Annexes 51-101A1 et 51-101A3 déposées; mention du rapport dans le communiqué visé à l'article 2.2 » par les mots « ou renvoi direct ou indirect aux conclusions de ce rapport dans les Annexes 51-101A1 et 51-101A3 déposées ».

13. L'article 5.5 de cette instruction générale est modifié :

1° par l'addition, dans l'intitulé, des mots « **autres que des réserves** » après le mot « **ressources** »;

2° par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant :

« 1) **Information sur les ressources en général** – L'information sur les ressources, à l'exclusion des réserves prouvées et probables, n'est pas obligatoire en vertu du règlement, sauf que l'émetteur assujéti doit présenter dans ses dépôts annuels, à l'égard de ses activités relatives aux terrains non prouvés et aux ressources, l'information visée à la partie 6 de l'Annexe 51-101A1. Toute information supplémentaire présentée en sus de celle exigée est facultative et doit respecter l'article 5.9 du règlement si des résultats prévus de ressources autres que des réserves sont présentés volontairement.

En ce qui concerne les prospectus, le respect de l'obligation générale prévue par la législation en valeurs mobilières de révéler de façon « complète, véridique et claire » tous les faits importants nécessite la présentation d'information sur les réserves ou les ressources autres que des réserves qui sont importantes pour l'émetteur, même si celle-ci n'est pas prescrite par le règlement. Cette information doit reposer sur une analyse valable.

L'information sur les ressources autres que des réserves peut nécessiter le recours à des mesures statistiques potentiellement peu connues de l'utilisateur. Il incombe à l'évaluateur et à l'émetteur assujéti de bien connaître ces mesures et à ce dernier de pouvoir les expliquer aux investisseurs. De l'information sur les mesures statistiques figure dans le manuel COGE (article 9 du volume 1 et article 4 du volume 2) et dans les nombreux documents techniques¹ portant sur ce sujet.

¹. Notamment, *Determination of Oil and Gas Reserves*, monographie n° 1, chapitre 22, Société du pétrole de l'ICM, deuxième édition, 2004 (ISBN 0-9697990-2-0). Newendorp, P., et Schuyler, J., 2000, *Decision Analysis for Petroleum Exploration*, Planning Press, Aurora, Colorado (ISBN 0-9664401-1-0). Rose, P.R., *Risk Analysis and Management of Petroleum Exploration Ventures, AAPG Methods in Exploration Series No. 12*, AAPG (ISBN 0-89181-062-1). »;

3° par le remplacement des avant-dernière et dernière phrases du deuxième paragraphe du paragraphe 2 par le paragraphe suivant :

« Toutefois, le fait qu'il est commode de regrouper des terrains ne justifie pas la présentation de ressources dans une catégorie ou sous-catégorie moins pertinente que celle dans laquelle elles pourraient et doivent l'être conformément au paragraphe 1 de l'article 5.3 du règlement. »;

4° dans le paragraphe 3 :

a) par le remplacement, dans le troisième paragraphe du sous-paragraphe a, des mots « En outre, aux termes de l'article 5.3 et du sous-paragraphe b du paragraphe 2 » par les mots « Aux termes de l'article 5.3 » et des mots « au sous-paragraphe b du paragraphe 2 de l'article 5.9 » par les mots « au paragraphe 1 de l'article 5.3 »;

b) par le remplacement du sous-paragraphe b par le suivant :

« b) Définition des catégories de ressources

Pour remplir l'obligation de définir la catégorie de ressources, l'émetteur assujéti doit s'assurer que la définition indiquée est conforme aux catégories de ressources et à la terminologie du manuel COGE, conformément à l'article 5.3 du règlement. L'article 5 du volume 1 du manuel COGE et le glossaire énoncent et définissent les diverses catégories de ressources.

L'émetteur assujéti pourrait souhaiter déclarer des réserves ou des ressources autres que des réserves à titre de « volumes en place ». Par définition, les réserves de tout type, les ressources éventuelles et les ressources prometteuses sont des estimations de volumes qui sont ou pourraient être récupérables et, à ce titre, ne peuvent

être décrites comme étant « en place ». Il ne faut pas utiliser de termes comme « réserves éventuelles », « réserves non découvertes », « réserves en place » ou autres, car ils sont inexacts et trompeurs. L'information sur les réserves ou les ressources autres que des réserves doit être conforme à la terminologie et aux catégories énoncées dans le manuel COGE, conformément à l'article 5.3 du règlement.

En plus d'indiquer la catégorie la plus pertinente de ressources, l'émetteur assujéti peut présenter des estimations du volume total du pétrole en place à l'origine, du pétrole en place à l'origine découvert ou du pétrole en place à l'origine non découvert, pourvu que l'information supplémentaire visée au paragraphe 3 de l'article 5.16 du règlement soit incluse. »;

c) par le remplacement, partout où ils se trouvent dans le sous paragraphe c, des mots « sous-paragraphe c » par les mots « sous-paragraphe d ».

14. Cette instruction générale est modifiée par l'insertion, après l'article 5.9, du suivant :

« 5.9.1. Sommation de catégories de ressources

Une estimation de la quantité ou de la valeur constitue une sommation dont la présentation est interdite en vertu du paragraphe 1 de l'article 5.16 du règlement si elle représente la combinaison des estimations, connues de l'émetteur assujéti ou à sa disposition, de deux des sous-catégories énumérées dans ce paragraphe ou plus. Il peut arriver qu'une estimation présentée ait été établie conformément au manuel COGE sans qu'il y ait eu combinaison des estimations de deux des sous-catégories énumérées ou plus et sans que l'émetteur assujéti en ait connaissance ou y ait accès. Pour l'application de ce paragraphe, une telle estimation ne sera généralement pas considérée comme une sommation. ».

15. L'article 5.10 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 2, de « 5.9 et 5.10 » par « 5.9, 5.10 et 5.16 »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 3, des mots « à la mise en valeur » par les mots « au développement » et, partout où ils se trouvent, des mots « mises en valeur » par le mot « développées ».

16. L'Annexe 1 de cette instruction générale est modifiée par le remplacement, partout où il se trouve dans le texte anglais, du mot « supplemental » par le mot « supplementary » et par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « produits d'exploitation » par les mots « produits des activités ordinaires », des mots « mises en valeur » par le mot « développées », des mots « mise en valeur » par le mot « développement » et des mots « frais d'exploitation » par les mots « coûts opérationnels ».

17. Cette instruction générale est modifiée par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « mise en valeur » par le mot « développement », compte tenu des adaptations nécessaires.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 41-101 SUR LES OBLIGATIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU PROSPECTUS

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1^o, 3^o, 8^o et 11^o, et a. 331.2)

1. La rubrique 5.5 de l'Annexe 41-101A1 du Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus est remplacée par la suivante :

« 5.5. *Émetteurs exerçant des activités pétrolières et gazières*

1) Si l'émetteur exerce des activités pétrolières et gazières au sens du Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières et que de l'information concernant le pétrole et le gaz est importante relativement à l'émetteur assujéti, comme il est prévu par ce règlement, présenter cette information conformément à l'Annexe 51-101A1 du Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières, arrêtée, selon le cas :

a) à la date du dernier exercice dont le prospectus contient un bilan vérifié de l'émetteur;

b) à la fin de la période comptable la plus récente dont le prospectus contient le bilan vérifié de l'émetteur et pour la période comptable la plus récente dont le prospectus contient l'état des résultats vérifié de l'émetteur, s'il est impossible de présenter de l'information établie pour un exercice complet conformément au sous-paragraphe a;

c) si l'émetteur n'exerçait pas d'activités pétrolières et gazières à la date visée au sous-paragraphe a ou b, à une date postérieure à celle à laquelle il a commencé à exercer des activités pétrolières et gazières, au sens du Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières, et antérieure à celle du prospectus provisoire.

2) Joindre à l'information fournie en vertu du paragraphe 1 un rapport établi conformément à l'Annexe 51-101A2 du Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières sur les données relatives aux réserves incluses dans cette information.

3) Joindre à l'information fournie en vertu du paragraphe 1 un rapport établi conformément à l'Annexe 51-101A3 du Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières qui fait renvoi à cette information.

4) Fournir l'information prévue par la partie 6 du Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières concernant les changements importants qui se sont produits après le bilan pertinent visé au paragraphe 1, si elle n'a pas été fournie en réponse à ce paragraphe.

INSTRUCTIONS

Si l'émetteur exerce des activités pétrolières et gazières, au sens du Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières, l'information présentée dans le prospectus doit être conforme à ce règlement. ».

2. Le présent règlement entre en vigueur le 30 décembre 2010.

Regulation to amend Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities

The *Autorité des marchés financiers* (the “Authority”) is publishing amended text, in English and French, of the following Regulation:

- *Regulation to amend Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities.*

The Authority is also publishing in this Bulletin amended text, in English and French, of the amendments to *Policy Statement to Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities*.

In Québec, the Regulation will be made under section 331.1 of the *Securities Act* and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulation will come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulation. The Policy Statement will be adopted as a policy and will take effect concomitantly with the Regulation.

Additional Information

Further information is available from:

Luc Arsenault
Géologue
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 4373
Toll-free : 1 877 525-0337
luc.arsenault@lautorite.qc.ca

October 15, 2010

Concordant Regulation to Regulation to amend Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities

The *Autorité des marchés financiers* (the “Authority”) is publishing amended texts, in English and French, of the following Regulation:

- *Regulation to amend Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements.*

In Québec, the Regulation will be made under section 331.1 of the *Securities Act* and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulation will come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulation.

Additional information

Further information is available from:

Luc Arsenault
Géologue
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 4373
Toll-free : 1 877 525-0337
luc.arsenault@lautorite.qc.ca

October 15, 2010

Notice of Publication

Regulation to amend Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities

Amendments to Policy Statement to Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities

and related and consequential amendments

October 15, 2010

Introduction

We, the Canadian Securities Administrators (CSA), are implementing *Regulation to amend Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities* (Regulation 51-101) and amendments to *Policy Statement to Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities* (the Policy Statement) (collectively, the Regulation).¹

Regulation 51-101 sets out the annual filing requirements for reporting issuers who are involved in oil and gas activities, notably in respect of their estimates of reserves and resources. In addition, Regulation 51-101 sets out the general disclosure standards for reporting issuers who are reporting on their oil and gas activities. The disclosure standards apply to any disclosure made by a reporting issuer throughout the year.

The text of the amendments of the Regulation is published with this Notice.

The amendments to the Regulation have been made, or are expected to be made, by each member of the CSA. Provided that all necessary ministerial approvals are obtained, the amendments to the Regulation will come into force on **December 30, 2010**.

Substance and purpose of the amendments

The amendments to the Regulation fall into the following broad categories: amendments for clarification, amendments to codify existing staff guidance and practice, and added requirements to enhance reliability of certain disclosure of reserves and resources other than reserves.

Background

We published proposed amendments for comment on December 18, 2009. The comment period ended in March 2010. During the comment period, we received submissions from 8 commenters. We have considered the comments received and thank all of the commenters. Appendix A identifies the commenters and Appendix B summarizes their comments and our responses. The comment letters can be viewed on the Alberta Securities Commission website at www.albertasecurities.com.

After considering the comments, we made changes to the amendments that we had published for comment. However, as these changes are not material, we are not republishing the amendments, as changed, for further comment.

See Appendix C for a summary of the changes made to the amendments as originally published.

¹ In those jurisdictions in which the amendments are to be adopted as rules or regulations, the securities legislation in each of those jurisdictions provides the securities regulatory authority with rule-making or regulation-making authority in respect of the subject matter of the amendments.

Consequential and related amendments

Item 5.5 of Form 41-101F1 *Information Required in a Prospectus* will be amended. CSA Staff Notice 51-324 and CSA Staff Notice 51-327 will be amended as of December 30, 2010 to reflect changes to the Regulation.

The text of the amendments follows or can be found elsewhere on a CSA member website.

Questions

Please refer your questions to any of the following:

Luc Arsenault
Géologue
Autorité des marchés financiers
514-395-0337 ext. 4373 or 877-525-0337 (toll free across Canada)
luc.arsenault@lautorite.qc.ca

Blaine Young
Associate Director, Corporate Finance
Alberta Securities Commission
403-297-4220
blaine.young@asc.ca

Dr. David Elliott
Chief Petroleum Advisor
Alberta Securities Commission
403-297-4008
david.elliott@asc.ca

Tony Barry
Chief Petroleum Officer and Manager
Alberta Securities Commission
403-355-2801
tony.barry@asc.ca

Ashlyn D'Aoust
Legal Counsel, Corporate Finance
Alberta Securities Commission
403-355-4347
ashlyn.daoust@asc.ca

Gordon Smith
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
British Columbia Securities Commission
604-899-6656 or 800-373-6393 (toll free across Canada)
gsmith@bcsc.bc.ca

Robert Holland
Chief Mining Advisor, Corporate Finance
British Columbia Securities Commission
604-899-6719 or 800-373-6393 (toll free across Canada)
rholland@bcsc.bc.ca

Appendix A

List of Commenters

Draft Regulation to amend Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities

Request for Comment December 18, 2009

	Commenter	Name	Date
1.	Husky Energy Inc.	Janice Knoechel, P. Eng Fred Au-Yeung, P. Eng	March 17, 2010
2.	Northwest & Ethical Investments L.P.	John Kearns Bob Walker	March 19, 2010
3.	Nexen Inc.	Rick Beingessner	March 19, 2010
4.	Suncor Energy Inc.	Shawn P. Poirier	March 19, 2010
5.	Imperial Oil Limited	Paul A. Smith	March 19, 2010
6.	Macleod Dixon LLP	Kevin E. Johnson	March 19, 2010
7.	ARC Resources Ltd.	David Carey	March 19, 2010
8.	Cenovus Energy Inc.	Eric Geppert	March 26, 2010

Appendix B

Draft Regulation to amend Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil & Gas Activities

Summary of Comments and CSA Responses

	<i>Topic (unless otherwise noted, cross-references are to provisions of the same regulation)</i>	<i>Summarized Comment</i>	<i>CSA Response</i>
REGULATION 51-101 RESPECTING STANDARDS OF DISCLOSURE FOR OIL AND GAS ACTIVITIES			
1.	Section 1.1 Definitions product type	One commenter expressed its view that a separate product type designation for oil sands mining should be required to allow investors to understand that the unique risks associated with oil sands mining apply to that particular volume or value of reserves.	Product types indicate the type of material being extracted, not the method of extraction. Disclosure of risk factors associated with the method of extraction are addressed by other disclosure requirements. We therefore have not made the suggested change.
2.	Subparagraph 2.1(3)(e)(ii) Report of Management and Directors	One commenter suggested that the words “on behalf of the board of directors” be removed because the report is not a report of the board per se and board members bear no direct statutory civil liability as in the context of a prospectus.	We have not made the suggested change. Form 51-101F3 prescribes a report of an issuer's management and board of directors, for which each of the issuer's directors (among others) bears statutory civil liability.
3.	Section 5.3 Classification of Reserves and of Resources other than Reserves	One commenter was uncertain, from the wording of section 5.3, whether an issuer could supplement disclosure made in accordance with COGE Handbook (COGEH) with other disclosure prepared in accordance with different regimes. The commenter called for clarification either by amendment to the Regulation or by policy statement guidance to the effect that COGEH and US rules are the same.	We have not made a change to the extent suggested by the commenter. A key investor-protection objective underlying the Regulation was to enhance the reliability and comparability of oil and gas disclosure in Canada. The Regulation's disclosure requirements are minimum requirements; expanded commentary in the policy statement clarifies the CSA view that additional disclosure can be provided, although it must not contravene the Regulation. We have updated Item 2.2 of Form 51-101F1, which permits

	<i>Topic (unless otherwise noted, cross-references are to provisions of the same regulation)</i>	<i>Summarized Comment</i>	<i>CSA Response</i>
			supplementary disclosure of reserves estimates computed using constant prices and costs, to reflect changes to the similar approach recently adopted in the US. This may go far to address the commenter's concern, as it addresses a type of supplementary disclosure with which investors may already be conversant.
4.	Section 5.3 Classification of Reserves and of Resources other than Reserves	One commenter suggested that this provision requires modification to permit disclosure of discovered petroleum initially-in-place (PIIP) without breaking it down into contingent resources, unrecoverable resources and reserves when such more specific estimates have not yet been made.	Section 5.3 requires issuers to use the terminology and classifications specified in COGEH. These include "discovered PIIP". Indeed, new subsection 5.16(3) allows issuers to disclose total, discovered or undiscovered PIIP without further sub-categorization so long as the disclosure (i) explains why total, discovered or undiscovered PIIP is the most specific applicable category and (ii) includes the prescribed cautionary statement.
5.	Paragraph 5.9(2)(a) Disclosure of Resources Other than Reserves	One commenter opined that the requirement for estimates to be prepared or audited by a qualified reserves evaluator or auditor is too onerous. It appears to preclude issuers from disclosing numbers prepared by outside parties, such as the ERCB. The commenter suggested that companies should be able to quote numbers published by such parties, so long as the party quoted is fully disclosed and the source is reputable.	We have not made the suggested change. The requirement for involvement of a qualified reserves evaluator or auditor in the preparation of reserves and resources estimates disclosed by an issuer under the Regulation is fundamental to the objectives underlying the Regulation: enhanced reliability and comparability of oil and gas disclosure. We do not consider that simply reproducing "numbers" prepared by third parties – whose purposes, responsibilities and applicable standards might be quite different from those of capital market regulators – would serve these objectives. The Regulation already recognizes that third-party-sourced data may be useful, and permits its use for specified purposes; see, for example, section 5.10 <i>Analogous Information</i> .

	<i>Topic (unless otherwise noted, cross-references are to provisions of the same regulation)</i>	<i>Summarized Comment</i>	<i>CSA Response</i>
6.	Paragraph 5.9(2)(b) Disclosure of Resources Other than Reserves	One commenter contended that issuers should be allowed to disclose discovered PIIP without breaking it down further.	See our response to comment 4 above.
7.	Section 5.16 Prohibition Against Addition Across Resource Categories	One commenter expressed its support for prohibiting addition across resource categories.	We acknowledge the comment.
8.	Section 5.16 Prohibition Against Addition Across Resource Categories	Two commenters recommended against the proposal to require disclosure of PIIP sub-classification and a cautionary statement, expressing concern that the unrecoverable portion of PIIP for an early-stage property would not yet have been evaluated, so nothing could be disclosed. Another commenter suggested that disclosure of discovered PIIP should be allowed without specifying what portion is currently considered contingent or unrecoverable.	Where sufficient information is available we consider it beneficial to investors for the unrecoverable volumes to be disclosed. However, where the total PIIP, discovered PIIP or undiscovered PIIP estimate is the most specific category available, sub-classification is not required. See our response to comment 4 above.
9.	Section 5.16 Prohibition Against Addition Across Resource Categories	One commenter found the cautionary statements in paragraph 5.9(v) and section 5.16 duplicative.	We agree, and have revised subsection 5.16(3) to refer to section 5.9.
10.	Section 5.16 Prohibition Against Addition Across Resource Categories	One commenter suggested that disclosure of discovered PIIP should be allowed without specifying what portion is currently considered contingent or unrecoverable.	New subsection 5.16(3) allows issuers to disclose total, discovered or undiscovered PIIP so long as they explain why that category is the most specific category that applies and includes the prescribed cautionary statement.

	<i>Topic (unless otherwise noted, cross-references are to provisions of the same regulation)</i>	<i>Summarized Comment</i>	<i>CSA Response</i>
11.	Section 5.16 Prohibition Against Addition Across Resource Categories	Several commenters expressed the view that an aggregation of categories such as “remaining recoverable resources” is appropriate and recognized by COGEH and PRMS, and therefore that such disclosure should be allowed if the quantities for each category/class are identified.	We consider restrictions on summation across resource categories important. Although, as some commenters noted, COGEH does state that addition across resource categories is acceptable in “... some instances (e.g., basin potential studies) ...”, this is not a blanket endorsement of such an approach. We remain concerned that summation across categories has the potential to be misleading and is, in most cases, inappropriate in the context of public company disclosure. See new subsections 5.16(2) and (3) for instances where disclosure of summations is permitted, with appropriate safeguards.
12.	Section 5.16 Prohibition Against Addition Across Resource Categories	One commenter suggested that it might be better to substitute references to specific product types (e.g. bitumen and natural gas) when using the term “petroleum initially-in-place”.	We agree, and now address this point in new subsection 5.3(2).
13.	Section 5.16 Prohibition Against Addition Across Resource Categories	One commenter suggested that section 5.3 and the proposed section 5.16 would not interact correctly.	We have made changes and clarifications to address the issue raised. Section 5.3 speaks to classifying reserves or resources other than reserves using terminology and categories from COGEH and requires that the reserves or resources other than reserves be classified in the most specific category possible. Where appropriate, the most specific category may be total, discovered or undiscovered PIIP. Section 5.16, as modified, addresses three points: first, the general principle that issuers must not sum estimates of different resource categories; second that, despite the general prohibition, certain summations of estimates (total, discovered or undiscovered PIIP) are permissible if estimates for each of the applicable subcategories are also

	<i>Topic (unless otherwise noted, cross-references are to provisions of the same regulation)</i>	<i>Summarized Comment</i>	<i>CSA Response</i>
			disclosed; and third, where total, discovered or undiscovered PIIP is the most specific applicable category, the issuer may disclose that category, but must explain why it is the most specific category that applies and must also include the specified cautionary statement.
14.	Section 5.17 Disclosure of High- and Low-Case Estimates of Reserves and of Resources other than Reserves	One commenter supported the addition of proposed section 5.17.	We acknowledge the comment.
15.	Section 5.17 Disclosure of High- and Low-Case Estimates of Reserves and of Resources other than Reserves	One commenter suggests that the provision was overly restrictive in mandating proved plus probable reserves combined.	We agree, and have revised subsection 5.17(1) to allow issuers the option, when the provision is triggered, to disclose either proved plus probable reserves together or proved reserves and probable reserves separately.
16.	Part 9 <i>Instrument in Force</i>	One commenter suggests that this Part be removed in its entirety.	Because such provisions can be helpful to some users we are retaining Part 9, as is typically the case with CSA regulations.
FORMS 51-101F1 STATEMENT OF RESERVES DATA AND OTHER OIL AND GAS INFORMATION			
17.	Item 2.1 Reserves Data (Forecast Prices and Costs)	One commenter urged additional disclosure concerning reclamation and abandonment costs for oil sands mines, particularly in light of tailing pond obligations.	We did not make the suggested change. Disclosure of reclamation and abandonment costs is addressed in Item 2.1(3) <i>Reserves Data</i> as well as Item 6.4 <i>Additional Information Concerning Abandonment and Reclamation Costs</i> . Issuers are expected to address risk factors in a number of disclosure

	<i>Topic (unless otherwise noted, cross-references are to provisions of the same regulation)</i>	<i>Summarized Comment</i>	<i>CSA Response</i>
			rules and requirements. In our experience, this type of information is typically included in corporate level disclosure for existing operations and should be included in the evaluation for new properties.
18.	Item 2.1 Reserves Data (Forecast Prices and Costs)	One commenter expressed its view that additional disclosure of the forecast costs of compliance with greenhouse gas emissions pricing regulations should be required.	We do not propose to make the suggested change as it is outside the scope of the current amendments. The purpose of the current amendments is to clarify certain provisions, to codify existing staff guidance and practice and to add requirements to enhance reliability of certain disclosure of reserves and resources other than reserves.
19.	Item 2.2 Supplemental Disclosure of Reserves Data	One commenter did not object to supplemental pricing disclosure in accordance with US practice; however, the commenter did object to providing relief from Item 2.1 of 51-101F1 requirements where that disclosure is substituted with disclosure consistent with SEC requirements.	We have revised Item 2.2 to permit supplementary disclosure of estimates based on constant prices and costs, determined in accordance with current SEC standards.
20.	Item 2.2 Supplemental Disclosure of Reserves Data	Two commenters expressed the view that this change is not sufficient, in and of itself, to make the estimate comparable with estimates prepared in accordance with SEC requirements (resulting values and manner of presentation) and any representation that the estimates are comparable would be misleading.	See our response to comment 19 above. It was not our intent to design supplementary disclosure requirements that would cause supplementary disclosure to be comparable to disclosure prepared in accordance with SEC regulation.
21.	Item 2.2 Supplemental Disclosure of Reserves Data	One commenter expressed concern that the inclusion of Item 2.2 suggests that there is only one way to provide supplementary disclosure – in accordance with the US regime. He noted that the US regime also allows for supplemental pricing scenarios and not just a constant price case. The intent of the provision is unclear.	We eliminated the proposed broad references to US disclosure standards and instead revised Item 2.2, addressing the specific issue of most general interest (estimates based on constant prices and costs), updated to reflect recent changes to SEC standards.

	<i>Topic (unless otherwise noted, cross-references are to provisions of the same regulation)</i>	<i>Summarized Comment</i>	<i>CSA Response</i>
22.	Item 3.1 Supplemental Estimates	One commenter stated that the proposed change does not make the reserves disclosure fully compliant with SEC regulations because it addresses only the price used in reserves disclosure.	The intent was not to conform Canadian disclosure requirements to those of the SEC, but to allow issuers an option to provide supplementary disclosure within Canada. We have revised Item 3.1 to relate specifically to constant prices and costs and, as noted above, we have removed general references to US pricing within the Regulation and 51-101F1.
23.	Item 3.2 Forecast Prices Used in Estimates	One commenter expressed its view that disclosure of carbon pricing forecasts should be required.	The suggested change is outside the scope of the current amendments. Therefore, we do not propose to make this change.
24.	Item 5.2 Significant Factors or Uncertainties Affecting Reserves Data	One commenter objected to the removal of the phrase “the need to build a major pipeline or other major facility before production of reserves can begin” from the instruction because that type of information provides relevant information to investors. The commenter conceded that it may be appropriate to remove if reserves would not be assigned in these circumstances in any event, but felt a clarification was warranted.	This phrase was removed from this Item of the form because it applies to contingent resources, rather than to reserves. We agree that this information is relevant and important to investors. See the instruction for Item 6.2.1, which includes this text.
25.	Item 6.2.1 Significant Factors or Uncertainties Relevant to Properties With No Attributed Reserves	One commenter objected to this proposed Item, contending that the relevant projects are not mature enough to know the plans or to discuss in a meaningful way. Also, for companies with several differing properties, the discussion could be very difficult to prepare in a way that is meaningful for the properties in the aggregate.	We retained this provision because we are of the view that this information can be important for investor consideration. The CSA are of the view that it is the reporting issuer’s responsibility to consider what factors and uncertainties are relevant to its operations, determine whether this information is material, and then disclose the relevant significant factors or uncertainties.

	<i>Topic (unless otherwise noted, cross-references are to provisions of the same regulation)</i>	<i>Summarized Comment</i>	<i>CSA Response</i>
26.	Item 6.4 Additional Information Concerning Abandonment and Reclamation Costs	One commenter suggested that if reclamation and abandonment costs for tailings ponds are not being included under Item 2.1, then Item 6.4 should provide for more informative disclosure of the liability. Specifically, an estimate of the future volume and extent of tailings ponds that will be created or sustained by exploitation of the reserves, as well as high and low estimates of the potential costs of reclamation.	We did not make the suggested change. As mentioned in our response to comment 17 above, disclosure of reclamation and abandonment costs is addressed in Item 2.1(3) <i>Reserves Data</i> as well as Item 6.4 <i>Additional Information Concerning Abandonment and Reclamation Costs</i> .
GENERAL			
27.	General	One commenter stated that the proposed amendments to the Regulation did not go far enough in resolving the differences between the US regime and the Regulation and suggested that the CSA either align its requirements with the SEC's or exempt from compliance those required to prepare disclosure to SEC standards.	We did not make either suggested change. It was not our objective to align Canadian disclosure requirements with US disclosure requirements.

Appendix C

Summary of Changes from Proposed Amendments Published for Comment on December 18, 2009

The discussion below summarizes changes between the versions of the documents published for comment on December 18, 2009 and the versions of those documents ultimately approved.

Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities

- We removed the definition of “executive officer” and adjusted the wording in section 2.1(3)(e) to require an “officer” rather than an “executive officer” to execute the Form 51-101F3.
- We moved the content of section 2.2 to new subsection 2.3(2) as this is a more appropriate location for the requirement.
- We moved the contents of proposed section 2.5 of the Regulation to section 2.10 of the Policy Statement.
- We added section 5.3(2) to allow issuers to report using a specific product type when disclosing petroleum initially-in-place (PIIP) rather than the more general “petroleum”.
- We revised section 5.16 to clarify disclosure requirements for total, discovered and undiscovered PIIP: an issuer can disclose total, discovered or undiscovered PIIP if it discloses estimates of the applicable subcategories that comprise the summed estimate; or, it can disclose total, discovered or undiscovered PIIP without disclosing estimates of the applicable subcategories that comprise the summed estimate, where that information is not yet available, if the issuer explains why total, discovered or undiscovered PIIP is the most specific classification that can be assigned and the issuer includes specified cautionary language. The proposed cautionary language has been removed and reference is made to existing cautionary language in sections 5.9(2)(c)(v)(A) and (B).
- We modified the high- and low-case estimate for reserves disclosure in section 5.17 to allow issuers to report either proved and proved + probable reserves (together) or proved and probable reserves (separately) when disclosing proved + probable + possible reserves.

Form 51-101F1 Statement of Reserves Data and Other Oil and Gas Information

- We removed all references to “US oil and gas disclosure requirements” and have reverted to allowing supplementary disclosure based on constant prices and costs (see items 2.2 and 3.1).
- Constant prices and costs requirements have been updated for accuracy.
- We added Instruction (5) to Part 4 to clarify that a reconciliation is not required when “opening” estimates as at the beginning of the financial year are not available.

Policy Statement to Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities

- We revised section 2.7(4) to provide specific guidance for disclosure using constant prices and costs.

- We added section 2.9 to explain how we interpret the term “chief executive officer”.
- We added section 2.10 to provide guidance to non-corporate reporting issuers regarding the execution of the Form 51-101F3.
- We added guidance in section 5.3 to clarify the disclosure requirements of section 5.16(2) of the Regulation.
- We added section 5.9.1 to clarify the purpose and intent of section 5.16 of the Regulation.

Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements (section 5.5)

- We have reintroduced the instruction that had been inadvertently removed.

REGULATION TO AMEND REGULATION 51-101 RESPECTING STANDARDS OF DISCLOSURE FOR OIL AND GAS ACTIVITIES

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2), (3), (8), (11), (19.3), (20) and (34), and s. 331.2)

1. Section 1.1 of Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities is amended:

(1) in paragraph (a) of the definition of “oil and gas activities”:

(a) by replacing, in subparagraph (ii), the words “further exploring for or removing oil or gas from reservoirs on those properties” with the words “exploring for or removing oil or gas from their natural locations”;

(b) by replacing, in subparagraph (iii), the word “reservoirs” with the word “locations”;

(2) by replacing, in the French text of the definition of “reserves data”, the words “produits d’exploitation” with the words “produits des activités ordinaires”;

(3) by deleting the definition of “CICA”;

(4) by deleting, wherever they occur in the French text of the definition of “independent”, the words “ou société”;

(5) by deleting the definition of “CICA Accounting Guideline 16”;

(6) by deleting the definition of “FAS 19”.

2. Section 2.1 of the Regulation is amended:

(1) by replacing, wherever they occur in the French text of subparagraph (b) of paragraph (2), the words “produits d’exploitation” with the words “produits des activités ordinaires”;

(2) by replacing subparagraph (e) of paragraph (3) with the following:

“(e) is executed

(i) by two officers of the reporting issuer, one of whom is the chief executive officer, and

(ii) on behalf of the board of directors, by

(A) any two directors of the reporting issuer, other than the persons referred to in subparagraph (i) above, or

(B) if the issuer has only three directors, two of whom are the persons referred to in subparagraph (i), all of the directors of the reporting issuer.”

3. Section 2.2 of the Regulation is repealed.

4. Section 2.3 of the Regulation is replaced with the following:

“2.3. Inclusion in Annual Information Form

(1) The requirements of section 2.1 may be satisfied by including the information specified in section 2.1 in an annual information form filed within the time specified in section 2.1.

(2) A reporting issuer that adopts the approach described in subsection (1) must, concurrently with filing its annual information form, file with the securities regulatory authority a notice of filing in accordance with Form 51-101F4.”

5. Section 4.1 of the Regulation is repealed.

6. Section 5.3 of the Regulation is replaced with the following:

“5.3. Classification of Reserves and of Resources Other than Reserves

(1) Reserves or resources other than reserves must be disclosed using the applicable terminology and categories set out in the COGE Handbook and must be classified in the most specific category of reserves or resources other than reserves in which the reserves or resources other than reserves can be classified.

(2) Despite subsection (1), where the applicable terminology set out in the COGE Handbook for the disclosure of resources is total petroleum initially-in-place, discovered petroleum initially-in-place or undiscovered petroleum initially-in-place, the reporting issuer may depart from the applicable terminology by substituting, for the word “petroleum”, reference to the specific product type of the resource.”

7. Section 5.9 of the Regulation is replaced with the following:

“5.9 Disclosure of Resources Other than Reserves

(1) If a reporting issuer discloses anticipated results from resources which are not currently classified as reserves, the reporting issuer must also disclose in writing, in the same document or in a supporting filing:

- (a) the reporting issuer’s interest in the resources;
- (b) the location of the resources;
- (c) the product types reasonably expected;
- (d) the risks and the level of uncertainty associated with recovery of the resources; and
- (e) in the case of unproved property, if its value is disclosed,
 - (i) the basis of the calculation of its value; and
 - (ii) whether the value was prepared by an independent party.

(2) If disclosure referred to in subsection (1) includes an estimate of a quantity of resources other than reserves in which the reporting issuer has an interest or intends to acquire an interest, or an estimated value attributable to an estimated quantity, the estimate must:

- (a) have been prepared or audited by a qualified reserves evaluator or auditor;

(b) have been prepared or audited in accordance with the COGE Handbook;

(c) be classified in the most specific category of resources other than reserves, as required by section 5.3; and

(d) be accompanied by the following information:

(i) a definition of the resources category used for the estimate;

(ii) the effective date of the estimate;

(iii) the significant positive and negative factors relevant to the estimate;

(iv) in respect of contingent resources, the specific contingencies which prevent the classification of the resources as reserves; and

(v) a cautionary statement that is proximate to the estimate to the effect that:

(A) in the case of discovered resources or a subcategory of discovered resources other than reserves:

“There is no certainty that it will be commercially viable to produce any portion of the resources.”; or

(B) in the case of undiscovered resources or a subcategory of undiscovered resources:

“There is no certainty that any portion of the resources will be discovered. If discovered, there is no certainty that it will be commercially viable to produce any portion of the resources.”

(3) Paragraphs (1)(d) and (e) and subparagraphs (2)(c)(iii) and (iv) do not apply if:

(a) the reporting issuer includes in the written disclosure a reference to the title and date of a previously filed document that complies with those requirements; and

(b) the resources in the written disclosure, taking into account the specific properties and interests reflected in the resources estimate or other anticipated result, are materially the same resources addressed in the previously filed document.”

8. Section 5.10 of the Regulation is amended by replacing, wherever it occurs, “5.2, 5.3 and 5.9” with “5.2, 5.3, 5.9 and 5.16”.

9. The Regulation is amended by adding, after section 5.15, the following:

“5.16. Restricted Disclosure: Summation of Resource Categories

(1) A reporting issuer must not disclose a summation of an estimated quantity, or estimated value, of two or more of the following:

(a) reserves;

(b) contingent resources;

(c) prospective resources;

- (d) the unrecoverable portion of discovered petroleum initially-in-place;
- (e) the unrecoverable portion of undiscovered petroleum initially-in-place;
- (f) discovered petroleum initially-in-place; and
- (g) undiscovered petroleum initially-in-place.

(2) Despite subsection (1), a reporting issuer may disclose an estimate of total petroleum initially-in-place, discovered petroleum initially-in-place or undiscovered petroleum initially-in-place if the reporting issuer includes, proximate to that disclosure, an estimate of each of the following, as applicable:

- (a) reserves;
- (b) contingent resources;
- (c) prospective resources;
- (d) the commercial portion of discovered petroleum initially-in-place;
- (e) the sub-commercial portion of discovered petroleum initially-in-place;
- (f) the unrecoverable portion of discovered petroleum initially-in-place;
- (g) the unrecoverable portion of undiscovered petroleum initially-in-place;
- (h) discovered petroleum initially-in-place; and
- (i) undiscovered petroleum initially-in-place.

(3) A reporting issuer may disclose an estimate of total petroleum initially-in-place, discovered petroleum initially-in-place or undiscovered petroleum initially-in-place as the most specific category that it can assign to its resources if, proximate to its disclosure, the reporting issuer

(a) explains why total petroleum initially-in-place, discovered petroleum initially-in-place or undiscovered petroleum initially-in-place, as the case may be, is the most specific assignable category; and

(b) includes

(i) in the case of disclosure of discovered petroleum initially-in-place, the cautionary statement required by clause 5.9(2)(c)(v)(A), or

(ii) in the case of disclosure of total petroleum initially-in-place or undiscovered petroleum initially-in-place, the cautionary statement required by clause 5.9(2)(c)(v)(B).

“5.17. Disclosure of High-Case Estimates of Reserves and of Resources other than Reserves

(1) If a reporting issuer discloses an estimate of proved plus probable plus possible reserves, the reporting issuer must also disclose the corresponding estimates of proved and proved plus probable reserves or of proved and probable reserves.

(2) If a reporting issuer discloses a high-case estimate of resources other than reserves, the reporting issuer must also disclose the corresponding low and best-case estimates.”.

10. Paragraph (2) of section 8.2 of the Regulation is amended by replacing the words “in accordance with” with the word “under”.

11. Section 9.2 of the Regulation is repealed.

12. Form 51-101F1 of the Regulation is amended:

(1) by inserting, after paragraph (6) of the General Instructions, the following:

“(7) A reporting issuer disclosing financial information in a currency other than the Canadian dollar must, clearly and as frequently as is necessary to avoid confusing or misleading readers, disclose the currency in which the financial information is disclosed.

“(8) The COGE Handbook provides guidance about reporting using units of measurement. Reporting issuers should not, without compelling reason, switch between imperial units of measure (such as barrels) and Système International (SI) units of measurement (such as tonnes) within or between disclosure documents.”;

(2) in the instructions of item 1.1:

(a) by replacing paragraph (1) with the following:

“(1) For the purpose of Part 2 of the Regulation, and consistent with General Instruction 2 of this Form, the effective date to be disclosed under section 2 of Item 1.1 is the last day of the reporting issuer’s most recent financial year.”;

(b) by replacing, in the French text of paragraph (2), the words “*produits d’exploitation*” with the words “*produits des activités ordinaires*”;

(3) in the French text of item 2.1:

(a) by replacing, wherever they occur, the words “*produits d’exploitation*” with the words “*produits des activités ordinaires*” and the words “*charges futures d’impôt*” with the words “*charges d’impôts futurs*”;

(b) by replacing, in paragraph (1), the words “*réserves prouvées mises en valeur et exploitées*” with the words “*réserves prouvées développées exploitées*”, the words “*réserves prouvées non mises en valeur*” with the words “*réserves prouvées non développées*” and the words “*réserves prouvées mises en valeur et inexploitées*” with the words “*réserves prouvées développées inexploitées*”;

(c) by replacing, in paragraph (3), the words “*frais d’exploitation*” with the words “*coûts opérationnels*” and the words “*mise en valeur*” with the word “*développement*”;

(4) by replacing item 2.2 with the following:

“Item 2.2 Supplementary Disclosure (Constant Prices and Costs)

The reporting issuer may supplement its disclosure of reserves data under Item 2.1 by also disclosing estimates of reserves, resources other than reserves, or both, together with estimates of associated future net revenue, determined using constant prices and costs rather than forecast prices and costs for each applicable product type.

INSTRUCTION

For this purpose,

- a) a constant price is,
- i) if the reporting issuer is legally bound to supply the product at a particular price, that price; or
- ii) in every other case, the price that is the unweighted arithmetic average of the first-day-of-the-month price for that product for each of the 12 months preceding the effective date; and
- b) the costs to be used are to be reasonably estimated on the basis of existing economic conditions without escalation or adjustment for inflation.”;

(5) in item 2.3, by replacing, wherever they occur, the words “minority interest” with the words “non-controlling interest” and, in the French text, the words “comptabilisation à la valeur de consolidation” with the words “mise en équivalence”;

(6) in item 2.4:

(a) by replacing, in the French text of the title, the words “**produits d’exploitation**” with the words “**produits des activités ordinaires**”;

(b) by replacing, wherever they occur in paragraphs (1) and (2), the words “minority interest” with “non-controlling interest” and, in the French text, the words “comptabilisation à la valeur de consolidation” with the words “mise en équivalence” and the words “produits d’exploitation” with the words “produits des activités ordinaires”;

(c) by replacing, in the French text of paragraph (2) of the instructions, the words “*produits d’exploitation*” with the words “*produits des activités ordinaires*”;

(d) by deleting paragraph (3) of the instructions;

(7) by replacing item 3.1 with the following:

“Item 3.1 Constant Prices Used in Supplementary Estimates

If supplementary disclosure under Item 2.2 is made, the reporting issuer must disclose, for each product type, the constant price used.”;

(8) in paragraph (2) of the instructions of item 3.2, by deleting the words “*term “constant prices and costs” and the*” and by replacing the word “*include*” with the word “*includes*”;

(9) by adding, after paragraph (4) of the instructions of item 4.1, the following:

“(5) *If the reporting issuer first became engaged in oil and gas activities only after the last day of its preceding financial year and no evaluation report in respect of its reserves as at that date is available to the reporting issuer, so that there is no opening data to be reconciled, the reporting issuer need not provide the reconciliation otherwise required under this Part but must disclose the reason for its absence.*”;

(10) by replacing the French text of item 5.1 with the following:

“Rubrique 5.1 Réserves non développées

1. Relativement aux réserves prouvées non développées :

a) indiquer pour chaque type de produit les volumes des réserves prouvées non développées qui ont été attribués au départ dans chacun des trois derniers exercices et, globalement, avant cette période;

b) exposer de façon générale le fondement sur lequel l'émetteur assujetti classe des réserves dans les réserves prouvées non développées, ses plans, y compris le calendrier, de développement des réserves prouvées non développées et, le cas échéant, ses raisons pour ne pas planifier le développement de réserves prouvées non développées particulières au cours des deux années suivantes.

2. Relativement aux réserves probables non développées :

a) indiquer pour chaque type de produit les volumes des réserves probables non développées qui ont été attribués au départ dans chacun des trois derniers exercices et, globalement, avant cette période;

b) exposer de façon générale le fondement sur lequel l'émetteur assujetti classe des réserves dans les réserves probables non développées, ses plans, y compris le calendrier, de développement des réserves probables non développées et, le cas échéant, ses raisons pour ne pas planifier le développement de réserves probables non développées particulières au cours des deux années suivantes.”;

(11) in item 5.2:

(a) by adding, in the title, the words **“Affecting Reserves Data”** after the word **“Uncertainties”**;

(b) by replacing, in paragraph (1), the word “important” with the word “significant”;

(c) in the instruction:

(i) by replacing, in the French text, the words *“des frais de mise en valeur ou des frais d'exploitation”* with the words *“des frais de développement ou des coûts opérationnels”*;

(ii) by deleting the words *“the need to build a major pipeline or other major facility before production of reserves can begin,”*;

(12) in the French text of item 5.3:

(a) by replacing, wherever they occur, the words “produits d'exploitation” with the words “produits des activités ordinaires” and the words “mise en valeur” with the word “développement”, and making the necessary changes;

(b) in subparagraph (a) of paragraph (2), by replacing the words “financement par emprunts” with the words “financement par emprunt”;

(13) in the French text of paragraph (2) of item 6.1, by replacing the words “puits exploités et inexploités” with the words “puits producteurs et non producteurs”;

(14) in item 6.2:

- (a) by replacing, in the French text of paragraph (2), the words “mise en valeur” with the word “développement”;
- (b) by inserting, after paragraph (2), the following:

“INSTRUCTION

If the reporting issuer holds interests in different formations under the same surface area pursuant to separate leases, disclose the method of calculating the gross and net area. A general description of the method of calculating the disclosed area will suffice.”;

“Item 6.2.1 Significant Factors or Uncertainties Relevant to Properties With No Attributed Reserves

1. Identify and discuss significant economic factors or significant uncertainties that affect the anticipated development or production activities on properties with no attributed reserves.
2. Section 1 does not apply if the information is disclosed in the reporting issuer’s financial statements for the financial year ended on the effective date.

EXAMPLES

Examples of information that could warrant disclosure under this Item include unusually high expected development costs or operating costs, or the need to build a major pipeline or other major facility before production can begin.”;

(15) by replacing paragraph (2) of item 6.3 with the following:

“2. A reporting issuer may satisfy the requirement in section 1 by including the information required by that section in its financial statements for the financial year ended on the effective date.”;

(16) by replacing, in the French text of item 6.5, the words “les bénéfices” with the words “le résultat”;

(17) in the French text of item 6.6:

(a) by replacing subparagraphs (b) and (c) of paragraph (1) with the following:

- “b) les coûts opérationnels;*
- c) les frais de développement.”;*

(b) by replacing, in paragraph (2), the words “comptabilisation à la valeur de consolidation” with the words “mise en équivalence” and the words “mise en valeur” with the word “développement”;

(18) in item 6.7:

(a) by replacing, wherever they occur in the French text, the words “mise en valeur” with the word “développement”;

(b) by replacing, in subparagraph (b) of paragraph (1), the words “gas wells and service wells” with the words “gas wells, service wells and stratigraphic test wells”;

(19) by adding, in subparagraph (a) of paragraph (1) of item 6.9, the word “gross” after the word “average” and by deleting the words “, before deduction of royalties”.

13. The second paragraph of Form 51-101F2 of the Regulation is amended:

(1) in the French text of paragraph (4):

(a) by replacing, in footnote 1 to the table, the words “charges futures d’impôt” with the words “charge d’impôts futurs”;

(b) by replacing, wherever they occur, the words “produits d’exploitation” with the words “produits des activités ordinaires”;

(2) by adding, in paragraph (5) and after the words “in accordance with the COGE Handbook”, the words “, consistently applied”;

(3) by deleting, in paragraph (7), the second sentence.

14. Form 51-101F3 of the Regulation is amended:

(1) by deleting, in subparagraph (c) of the fourth paragraph, the second sentence;

(2) by replacing, under the second signature line, the words “a senior officer” with the words “an officer”.

15. The Regulation is amended by adding the following after Form 51-101F3:

**“FORM 51-101F4
NOTICE OF FILING OF 51-101F1 INFORMATION**

This is the form referred to in section 2.3 of the Regulation.

On [date of SEDAR Filing], [name of reporting issuer] filed its reports under section 2.1 of the Regulation, which can be found [describe where a copy of the filed information can be found for viewing by electronic means (for example, in the company’s annual information form under the company’s profile on SEDAR at www.sedar.com)].”.

16. The Regulation is amended by replacing, wherever they occur in the French text, the words “produits d’exploitation” with the words “produits des activités ordinaires”, the words “frais d’exploitation” with the words “coûts opérationnels” and the words “mise en valeur” with the word “développement”, and making the necessary changes.

17. This Regulation comes into force December 30, 2010.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 51-101
RESPECTING STANDARDS OF DISCLOSURE FOR OIL AND GAS ACTIVITIES**

1. Section 1.1 of *Policy Statement to Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities* is amended:

(1) by inserting, in paragraph (3) and after the words “person would consider”, the word “that”;

(2) by inserting, wherever they occur in paragraph (4) and after the word “resources”, the words “other than reserves”;

(3) by replacing, wherever they occur in subparagraphs (a) and (b) of paragraph (5), “August 1, 2007” with “October 12, 2010”.

2. Section 1.2 of the Policy Statement is amended:

(1) by replacing the last sentence of the second paragraph with the following:

“Reserves and resources definitions and categories are incorporated in the COGE Handbook and are also set out, in part, in the Regulation 51-101 Glossary.”;

(2) by replacing, in the last paragraph, the words “reserves and resources must be consistent with the COGE Handbook” with the words “reserves and of resources other than reserves must be prepared in accordance with the COGE Handbook” and, in the French text, the words “produits d’exploitation” with the words “produits des activités ordinaires”.

3. Section 1.4 of the Policy Statement is amended by deleting the fourth paragraph.

4. Section 2.3 of the Policy Statement is amended by replacing the last paragraph with the following:

“A reporting issuer may supplement the annual disclosure required under Regulation 51-101 with additional information corresponding to that prescribed in Form 51-101F1, Form 51-101F2 and Form 51-101F3, but as at dates, or for periods, subsequent to those for which annual disclosure is required. However, to avoid confusion, such supplementary disclosure should be clearly identified as being interim disclosure and distinguished from the annual disclosure (for example, if appropriate, by reference to a particular interim period). Supplementary interim disclosure does not satisfy the annual disclosure requirements of section 2.1 of Regulation 51-101.”

5. The second and third sentences of paragraph (2) of section 2.4 of the Policy Statement are replaced with the following:

“However, a reporting issuer that elects to follow this approach must file, at the same time and on SEDAR, in the appropriate SEDAR category, a notice in accordance with Form 51-101F4 (see subsection 2.3(2) of Regulation 51-101).”

6. Section 2.5 of the Policy Statement is amended:

(1) by replacing, wherever they occur in the French text, the words “produits d’exploitation” with the words “produits des activités ordinaires”;

(2) by replacing, in the title, the words “**That Has**” with the word “**With**”;

(3) by replacing, in the French text of paragraph (1), the words “mise en valeur” with the word “développement”.

7. Section 2.7 of the Policy Statement is amended:

(1) by replacing, wherever they occur in the French text of subparagraph (a) of paragraph (3), the words “produits d’exploitation” with the words “produits des activités ordinaires” and the words “charges futures d’impôt” with the words “charges d’impôts futurs”;

(2) by replacing paragraph (4) with the following:

“(4) **Supplementary Disclosure of Future Net Revenue Using Constant Prices and Costs** – Form 51-101F1 gives reporting issuers the option of disclosing future net revenue, together with associated estimates of reserves or resources other than reserves, determined using constant prices and costs. Constant prices and costs are assumed not to change throughout the life of a property, except to the extent of certain fixed or presently determinable future prices or costs to which the reporting issuer is legally bound by a contractual or other obligation to supply a physical product (including those for an extension period of a contract that is likely to be extended).”;

(3) by repealing paragraph (5);

(4) in paragraph (7):

(a) by deleting the second sentence of the first paragraph;

(b) by replacing, in the French text of the second paragraph, the words “produits d’exploitation” with the words “produits des activités ordinaires”;

(5) by replacing the second paragraph of paragraph (8) with the following:

“The disclosure prescribed in Form 51-101F1 is the minimum disclosure required, subject to the materiality standard. Reporting issuers may provide additional disclosure that is not inconsistent with Regulation 51-101 and not misleading.”.

8. Paragraph (2) of section 2.8 of the Policy Statement is amended:

(1) by replacing the first sentence of the first paragraph with the following:

“The report prescribed by Form 51-101F2 contains statements to the effect that variations between reserves data and actual results may be material but reserves have been determined in accordance with the COGE Handbook, consistently applied.”;

(2) by replacing, in the second paragraph, the words “should be consistent” with the words “must be consistent”;

(3) by replacing, in the French text of the fourth paragraph, the words “mise en valeur” with the word “développées”.

9. The Policy Statement is amended par adding, after section 2.8, the following:

“2.9. Chief Executive Officer

Paragraph 2.1(3)(e) of Regulation 51-101 requires a reporting issuer to file a report in accordance with Form 51-101F3 that is executed by the chief executive officer. The term “chief executive officer” should be read to include the individual who has the responsibilities normally associated with this position or the person who acts in a similar capacity. This determination should be made irrespective of an individual’s corporate title and whether that individual is employed directly or acts pursuant to an agreement or understanding.

“2.10. Reporting Issuer Not a Corporation

If a reporting issuer is not a corporation, a report in accordance with Form 51-101F3 must be executed by the persons who, in relation to the reporting issuer, are in a similar position or perform similar functions to the persons required to execute under paragraph 2.1(3)(e) of Regulation 51-101.”.

10. Section 5.2 of the Policy Statement is amended:

(1) by replacing paragraph (5) with the following:

“(5) **Availability of Funding** - In assigning reserves to an undeveloped property, the reporting issuer is not required to have the funding available to develop the reserves, since they may be developed by means other than the expenditure of the reporting issuer’s funds (for example by a farm-out or sale). Reserves must be estimated assuming that development of the properties will occur without regard to the likely availability of funding required for that property. The reporting issuer’s evaluator is not required to consider whether the reporting issuer will have the capital necessary to develop the reserves. (See section 7 of COGE Handbook and subparagraph 5.2(a)(iv) of Regulation 51-101.)

However, item 5.3 of Form 51-101F1 requires a reporting issuer to discuss its expectations as to the sources and costs of funding for estimated future development costs. If the issuer expects that the costs of funding would make development of a property unlikely, then even if reserves were assigned, it must also discuss that expectation and its plans for the property.

Disclosure of an estimate of reserves, contingent resources or prospective resources in respect of which timely availability of funding for development is not assured may be misleading if that disclosure is not accompanied, proximate to it, by a discussion (or a cross-reference to such a discussion in other disclosure filed by the reporting issuer on SEDAR) of funding uncertainties and their anticipated effect on the timing or completion of such development (or on any particular stage of multi-stage development such as often observed in oilsands developments).”;

(2) by replacing the French text of paragraph (6) with the following:

“(6) **Réserves prouvées ou probables non développées** – Il faut déclarer les réserves prouvées ou probables non développées pendant l’exercice au cours duquel elles sont comptabilisées. L’émetteur assujéti qui ne déclare pas certaines réserves prouvées ou probables non développées pour la seule raison qu’il n’a pas encore dépensé les fonds destinés au développement pourrait omettre de l’information importante et ainsi rendre trompeuse l’information sur les réserves. Si l’existence des réserves prouvées ou probables non développées n’est pas communiquée au public, les personnes qui ont une relation privilégiée avec l’émetteur et savent qu’elles existent n’auront pas le droit d’acheter ou vendre des titres de l’émetteur tant que cette information n’aura pas été diffusée. Le prospectus de l’émetteur pourrait ne pas révéler tous les faits importants de façon complète, véridique et claire en l’absence d’information sur ces réserves.”.

11. Section 5.3 of the Policy Statement is replaced with the following:

“5.3. Classification of Reserves and of Resources Other than Reserves

Section 5.3 of Regulation 51-101 requires that any disclosure of reserves or of resources other than reserves must apply the applicable categories and terminology set out in the COGE Handbook. The definitions of various resource categories, derived from the COGE Handbook, are provided in the Regulation 51-101 Glossary. In addition, section 5.3 of Regulation 51-101 requires that disclosure of reserves or of resources other than reserves must relate to the most specific category of reserves or of resources other than reserves in which the reserves or resources other than reserves can be classified. For

instance, there are several subcategories of discovered resources including reserves, contingent resources and discovered unrecoverable resources.

Reserves can be characterized as proved, probable or possible reserves, according to the probability that such quantities will actually be produced. As described in the COGE Handbook, proved, probable and possible reserves represent conservative, realistic and optimistic estimates of reserves, respectively. Therefore, any disclosure of reserves must indicate whether they are proved, probable or possible reserves.

Reporting issuers that disclose resources other than reserves must identify those resources as discovered or undiscovered resources except in exceptional circumstances where the most specific category is total petroleum initially-in-place, discovered petroleum initially-in-place or undiscovered petroleum initially-in-place, in which case the reporting issuer must comply with subsection 5.16(3) of Regulation 51-101.

For further guidance on disclosure of reserves and of resources other than reserves, see sections 5.2 and 5.5 of this Policy Statement.”.

12. Section 5.4 of the Policy Statement is amended by replacing the words “; making direct or indirect reference to the conclusions of that report in the filed Form 51-101F1 and Form 51-101F3; and identifying the report in the news release referred to in section 2.2” with the words “or making direct or indirect reference to the conclusions of that report in the filed Form 51-101F1 and Form 51-101F3”.

13. Section 5.5 of the Policy Statement is amended:

(1) by adding, in the title, the words “**Other than Reserves**” after the word “**Resources**”;

(2) by replacing paragraph (1) with the following:

“(1) **Disclosure of Resources Generally** - The disclosure of resources, excluding proved and probable reserves, is not mandatory under Regulation 51-101, except that a reporting issuer must make disclosure concerning its unproved properties and resource activities in its annual filings as described in Part 6 of Form 51-101F1. Additional disclosure beyond this is voluntary and must comply with section 5.9 of Regulation 51-101 if anticipated results from the resources other than reserves are voluntarily disclosed.

For prospectuses, the general securities disclosure obligation of “full, true and plain” disclosure of all material facts would require the disclosure of reserves or of resources other than reserves that are material to the issuer, even if the disclosure is not mandated by Regulation 51-101. Any such disclosure should be based on supportable analysis.

Disclosure of resources other than reserves may involve the use of statistical measures that may be unfamiliar to a user. It is the responsibility of the evaluator and the reporting issuer to be familiar with these measures and for the reporting issuer to be able to explain them to investors. Information on statistical measures may be found in the COGE Handbook (section 9 of volume 1 and section 4 of volume 2) and in the extensive technical literature¹ on the subject.

¹. For example, Determination of Oil and Gas Reserves, Monograph No. 1, Chapter 22, Petroleum Society of CIM, Second Edition 2004. (ISBN 0-9697990-2-0)) Newendorp, P., & Schuyler, J., 2000, Decision Analysis for Petroleum Exploration, Planning Press, Aurora, Colorado (ISBN 0-9664401-1-0). Rose, P. R., Risk Analysis and Management of Petroleum Exploration Ventures, AAPG Methods in Exploration Series No. 12, AAPG (ISBN 0-89181-062-1).”;

(3) by replacing the second to last and last sentences of the second paragraph of paragraph (2) with the following paragraph:

“However, the convenience of aggregating properties will not justify disclosure of resources in a category or subcategory less specific than would otherwise be possible, and required to be disclosed by subsection 5.3(1) of Regulation 51-101.”;

(4) in paragraph (3):

(a) by replacing, in the third paragraph of subparagraph (a), the words “In addition, pursuant to section 5.3 and paragraph 5.9(2)(b)” with the words “Pursuant to section 5.3” and the words “paragraph 5.9(2)(b)” with the words “subsection 5.3(1)”;

(b) by replacing subparagraph (b) with the following:

“(b) Definitions of Resource Categories

For the purpose of complying with the requirement of defining the resource category, the reporting issuer must ensure that disclosure of the definition is consistent with the resource categories and terminology set out in the COGE Handbook, pursuant to section 5.3 of Regulation 51-101. Section 5 of volume 1 of the COGE Handbook and the Regulation 51-101 Glossary identify and define the various resource categories.

A reporting issuer may wish to report reserves or resources other than reserves as “in-place volumes”. By definition, reserves of any type, contingent resources and prospective resources are estimates of volumes that are recoverable or potentially recoverable and, as such, cannot be described as being “in-place”. Terms such as “potential reserves”, “undiscovered reserves”, “reserves in place”, “in-place reserves” or similar terms must not be used because they are incorrect and misleading. The disclosure of reserves or of resources other than reserves must be consistent with the terminology and categories set out in the COGE Handbook, pursuant to section 5.3 of Regulation 51-101.

In addition to disclosing the most specific category of resource, the reporting issuer may disclose total petroleum initially-in-place, discovered petroleum initially-in-place or undiscovered petroleum initially-in-place estimates provided that the additional disclosure required by subsection 5.16(3) of Regulation 51-101 is included.”;

(c) by replacing, in subparagraph (c), “5.9(2)(c)(v)” with “5.9(2)(d)(v)” wherever it occurs, “5.9(2)(c)(iii)” with “5.9(2)(d)(iii)” and “5.9(2)(c)” with “5.9(2)(d)”.

14. The Policy Statement is amended par inserting, after section 5.9, the following:

“5.9.1. Summation of Resource Categories

An estimate of quantity or an estimate of value constitutes a summation, disclosure of which is prohibited by subsection 5.16(1) of Regulation 51-101, if that estimate reflects a combination of estimates, known or available to the reporting issuer, for two or more of the subcategories enumerated in that provision. There may be circumstances in which a disclosed estimate was arrived at in accordance with the COGE Handbook without combining, and without the reporting issuer knowing or having access to, estimates in two or more of those enumerated categories. Disclosure of such an estimate would not generally be considered to constitute a summation for purposes of that provision.”.

15. Section 5.10 of the Policy Statement is amended:

(1) by replacing, in paragraph (2), “5.9 and 5.10” with “5.9, 5.10 and 5.16”;

(2) by replacing, in the French text of paragraph (3), the words “à la mise en valeur” with the words “au développement” and, wherever they occur, the words “mises en valeur” with the word “développées”.

16. Appendix 1 of the Policy Statement is amended by replacing, wherever it occurs, the word “supplemental” with the word “supplementary” and by replacing wherever they occur in the French text, the words “produits d’exploitation” with the words “produits des activités ordinaires”, the words “mises en valeur” with the word “développées”, the words “mise en valeur” with the word “développement” and the words “frais d’exploitation” with the words “coûts opérationnels”.

17. The Policy Statement is amended by replacing, wherever they occur in the French text, the words “mise en valeur” with the word “développement”, and making the necessary changes.

REGULATION TO AMEND REGULATION 41-101 RESPECTING GENERAL PROSPECTUS REQUIREMENTS

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (1), (3), (8) and (11), and s. 331.2)

1. Section 5.5 of Form 41-101F1 of Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements is replaced with the following:

“5.5. Issuers with oil and gas operations

(1) If the issuer is engaged in oil and gas activities as defined in Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities and any of the oil and gas information is material as contemplated under Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities in respect of the issuer, disclose that information in accordance with Form 51-101F1 of Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities

(a) as at the end of, and for, the most recent financial year for which the prospectus includes an audited balance sheet of the issuer,

(b) in the absence of a completed financial year referred to in paragraph (a), as at the most recent date for which the prospectus includes an audited balance sheet of the issuer, and for the most recent financial period for which the prospectus includes an audited income statement of the issuer, or

(c) if the issuer was not engaged in oil and gas activities at the date set out in paragraphs (a) or (b), as of a date subsequent to the date the issuer first engaged in oil and gas activities as defined in Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities and prior to the date of the preliminary prospectus.

(2) Include with the disclosure under subsection (1) a report in the form of Form 51-101F2 of Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities, on the reserves data included in the disclosure required under subsection (1).

(3) Include with the disclosure under subsection (1) a report in the form of Form 51-101F3 of Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities that refers to the information disclosed under subsection (1).

(4) To the extent not reflected in the information disclosed in response to subsection (1), disclose the information contemplated by Part 6 of Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities in respect of material changes that occurred after the applicable balance sheet referred to in subsection (1).

INSTRUCTION

Disclosure in a prospectus must be consistent with Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities if the issuer is engaged in oil and gas activities as defined in Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities.”

2. This Regulation comes into force on December 30, 2010.